

# La vie quotidienne à Liège pendant la Première Guerre mondiale

Francois Debart Florent Deblecker Sarah Delvin

Ce Liège de l'autre guerre, je le revois avec ses tableaux lamentables et cocasses. Voici l'ère de la « torréaline », du malt, de la saccharine, du « gritz » et de la « céréaline ». L'ère de la pièce en zinc, du mark et du franc belge en papier, du « bon de chômage », de l'heure allemande, de l'heure d'été. L'ère des ramasseurs de mégots, du tabac infumable, composé de feuilles de tilleul et de feuilles de chou. L'ère des camelots qui présentaient sur nos marchés d'ahurissants succédanés lesquels donnent la migraine, la colique et la démangeaison. L'ère du cacao additionné de brique pilée dans la proportion du célèbre pâté d'alouettes (un cheval, une alouette). L'ère du pain de Hollande collant et bizarre, du lard d'Amérique, de la Commission « For Relief in Belgium ». L'ère de la livre de beurre truquée, au milieu de laquelle on trouve une betterave.

REM Georges (pseudonyme de Georges Remy), *Le roman de ma maison*<sup>1</sup>

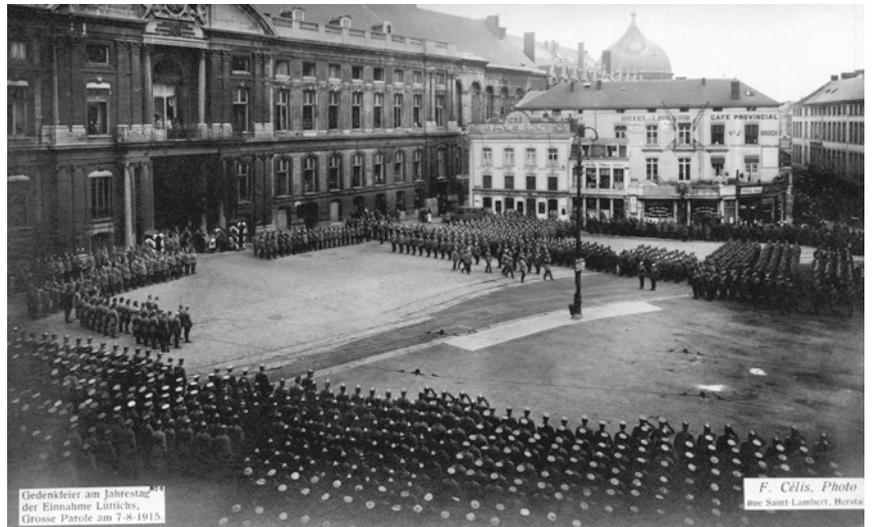
Dès l'annonce de l'ultimatum au mois d'août 1914, le peuple belge est précipité dans une situation économique très complexe. En quelques jours, la confusion s'installe et la vie publique est totalement bouleversée. Le quotidien de la population est rapidement réglementé par une multitude d'affiches allemandes placardées sur les murs des villes et des villages. Les passants peuvent soit y lire le récit des triomphes de l'armée allemande, soit prendre connaissance des ordonnances allemandes, véritable *imbroglio* de règles modifiant radicalement la vie des Belges<sup>2</sup>.

À la confusion de l'invasion succède donc une forme d'ordre, nécessaire pour la mise en place d'une cohabitation forcée et d'une coopération limitée entre population locale et occupant<sup>3</sup>.

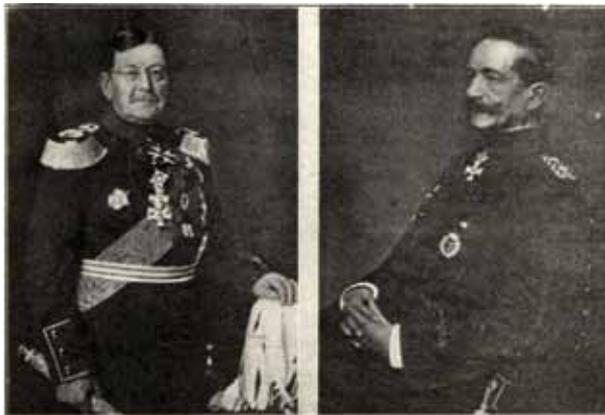
Le chaos administratif et économique sera progressivement remplacé par une organisation faite, selon les termes de l'historien belge Michel Dumoulin, « de contrainte, de bureaucratie et de morgue »<sup>4</sup>.

L'occupation va connaître deux périodes. Jusqu'en 1916, les Allemands imposeront un régime certes rude et autoritaire, mais relativement retenu. À partir d'octobre de la même année, l'occupation se durcit avec les déportations d'ouvriers et de paysans. S'ensuit le terrible hiver de 1916-1917, qui voit l'intensification du pillage du pays.

À partir de novembre 1914 et la stabilisation des opérations militaires, le territoire belge est divisé en trois zones. La première est celle des combats (*Operationsgebiet*), soumise à un régime de guerre. La seconde est la zone des étapes (*Etappengebiet*), proche des champs de bataille et qui recouvre la Flandre occidentale, la majeure partie de la Flandre orientale, le Hainaut occidental et l'extrême sud du Luxembourg. Elle est contrôlée directement par les militaires. Enfin, le gouvernement général occupe le reste de la Belgique (*Okkupationsgebiet*), dont la Province de Liège, où une administration militaire, doublée d'une administration civile, gère le quotidien. À la tête de cette zone d'occupation, on retrouve le général allemand Moritz von Bissing, qui dispose d'un pouvoir pratiquement illimité jusqu'à sa mort en avril 1917, époque à laquelle il est remplacé par le général Ludwig Von Falkenhausen.



Les Allemands place Saint-Lambert, 7 août 1915



Les gouverneurs généraux allemands en Belgique. A droite, Moritz von Bissing ; à gauche, Ludwig Von Falkenhausen

Chaque province dépend d'un gouverneur militaire (à Liège, quatre gouverneurs se succèdent), épaulé par une administration civile provinciale. L'administration belge reste en place, mais l'occupant tente de l'exploiter. Par exemple, les communes et les provinces sont toujours présentes, bien qu'elles soient soumises aux autorités allemandes. La magistrature belge est également maintenue. La police communale est placée sous l'autorité militaire. Le roi, le gouvernement et le Parlement n'ont plus aucune autorité en Belgique.

L'armée allemande est très présente tout au long du conflit, la Belgique étant pour elle une zone de transit. De nombreux soldats cantonnent dans les villes et villages belges et liégeois.

Commence donc à la fin de l'été 1914 un régime d'occupation rude, qui entend progressivement utiliser les ressources économiques du territoire au profit de l'Allemagne.

Peu à peu, la vie quotidienne reprend ses droits, mais les conditions de vie de nombreux Liégeois vont rapidement se détériorer. Un problème, qui sera lancinant pendant toute la durée de la guerre, va rapidement se poser dès le lendemain de l'invasion : celui de la pénurie alimentaire.

<sup>1</sup> REM Georges, *Le roman de ma maison*, Ans, Editions Printex, 1975, p. 155.

<sup>2</sup> DE SCHAEPRDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, 2004, p. 103, 116 ; BOURLET Michaël, *La Belgique et la Grande Guerre*, Paris, Soteca, 2012, p. 85.

<sup>3</sup> DE SCHAEPRDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 106.

<sup>4</sup> DUMOULIN Michel, *Nouvelle histoire de Belgique. 1905-1918. L'entrée dans le XX<sup>e</sup> siècle*, nouvelle édition augmentée, Bruxelles, Le Cri Édition, 2010, p. 113.

## Les privations et l'organisation du ravitaillement

### Petite histoire du CNSA et du CRB : la première aide humanitaire internationale d'envergure

Avant même l'occupation, la question de la disette alimentaire se posait. Dans la crainte que la guerre éclate, des manifestations houleuses avaient ainsi eu lieu à Liège peu de temps avant l'invasion pour dénoncer l'attitude présumée de certains commerçants qui stockaient des denrées, faisant ainsi augmenter leurs prix<sup>5</sup>.

Rien en effet n'a été prévu sur le plan économique en cas de conflit. Depuis longtemps tributaire des importations (par exemple, elle importe 80 % de son blé), la Belgique éprouve d'importantes difficultés de ravitaillement, d'autant plus que les exigences allemandes relatives aux troupes viennent s'ajouter à la demande intérieure.<sup>6</sup> Avec l'occupation, il n'est plus question d'importations suite à la mise en place par le Royaume-Uni d'un blocus économique qui frappe non seulement l'Allemagne, mais aussi la Belgique, avec pour principales conséquences l'interruption des relations commerciales d'avant-guerre et l'aggravation des pénuries<sup>7</sup>.

La population belge sent rapidement que la guerre va créer un climat de misère et causer la raréfaction progressive des denrées<sup>8</sup>. Le 26 octobre 1914, les députés provinciaux de Liège craignent une émeute due à la famine<sup>9</sup>.

L'État belge désormais impuissant et l'occupant ne faisant pas du ravitaillement de la Belgique une priorité, la situation alimentaire continue de se dégrader. Çà et là naissent des groupements destinés à soulager les plus démunis, mais ces initiatives individuelles sont trop dispersées et manquent cruellement d'organisation. Dès lors, plusieurs personnalités vont tenter de limiter les effets de la pénurie et de l'inflation. L'initiative d'un ravitaillement revient au bourgmestre de Bruxelles, Adolphe Max. Sa priorité est de subvenir aux besoins élémentaires des plus nécessiteux par une distribution quotidienne de soupe au sein des cantines scolaires<sup>10</sup>. Pareille pratique se propage rapidement dans bon nombre d'autres communes belges. En Province de Liège, en vue d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires et de première nécessité de la banlieue industrielle liégeoise (hors de la ville de Liège, qui organise son propre ravitaillement), un industriel, Paul van Hoegarden, et plusieurs hommes politiques, dont le bourgmestre de Liège Gustave Kleyer, mettent sur pied un Comité d'Alimentation et d'Hygiène en septembre 1914.



Personnel du Comité de Secours de la Ville de Liège

<sup>5</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *Sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du Patrimoine*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2013, p. 211-212.

<sup>6</sup> DUMOULIN Michel, GÉRARD Emmanuel, VAN DEN WIJNGAERT Mark, DUJARDIN Vincent, *op. cit.*, p. 101 ; DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

<sup>7</sup> DUMOULIN Michel, *op. cit.*, p. 101 ; DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement humanitaire ? Les comités locaux de Secours et d'Alimentation pendant la Grande Guerre », in *Institut d'histoire Ouvrière, Economique et Sociale*, n°107 (26 décembre 2012), p. 1. ; BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 106.

<sup>8</sup> RENCY Georges (Albert Stassart), *La Belgique et la Guerre*, t.1, *La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre mondiale*, Bruxelles, Henri Bertels, 1920, p. 118-119.

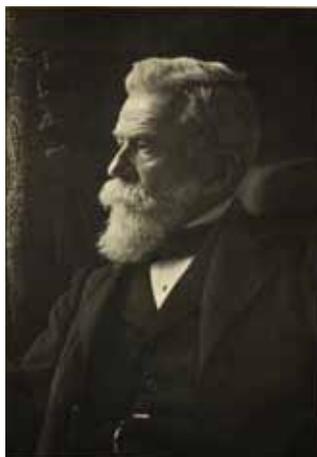
<sup>9</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

<sup>10</sup> RENCY Georges (Albert Stassart), *op. cit.*, p. 122 ; DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

Malgré cet élan de générosité, les moyens financiers font souvent défaut et la faim continue de tirailler l'estomac du peuple belge. Arrivent alors sur le devant de la scène des industriels et des hommes d'affaires comme Ernest Solvay<sup>11</sup> et Émile Francqui<sup>12</sup>.



Émile Francqui



Ernest Solvay

En septembre 1914, ils fondent, avec le bourgmestre de Bruxelles, le Comité National de Secours et d'Alimentation, communément appelé le CNSA<sup>13</sup>, auquel s'affilient les Liégeois : le Comité de Secours et d'Alimentation de la Province de Liège est né. Il chapeaute quatre comités d'arrondissement (Liège, Verviers, Huy et Waremme) et 343 comités locaux (correspondant aux communes). Le secours s'organise en faveur des familles de soldats partis à la guerre, mais aussi pour tous ceux atteints par l'arrêt du travail, conséquence directe des combats.



Le comité de ravitaillement de la Province de Liège



Ougrée. Bureau de bienfaisance, 1914-1915

Au sein de chaque commune, on retrouve un comité d'alimentation (chargé de la gestion du magasin communal de ravitaillement qui vend des denrées), un comité de secours (chargé de la distribution des secours) et un comité de chômage (chargé de la distribution de secours aux chômeurs)<sup>14</sup>. Le CNSA pratique une politique paternaliste issue du XIX<sup>e</sup> siècle : menant à la fois une œuvre philanthropique et morale, l'aide n'est accordée qu'après une enquête préalable non seulement sur la situation financière, mais aussi sur le degré



File devant un magasin de ravitaillement, rue de la Station à Verviers

de moralité et de patriotisme des secours. Certaines professions, comme les cabaretiers, en sont exclues<sup>15</sup>. Conscients de ne pouvoir subvenir seuls aux besoins de l'ensemble de la population, les membres du CNSA tentent d'obtenir un soutien international. La principale difficulté est d'obtenir un accord des Britanniques permettant l'assouplissement du blocus continental<sup>16</sup>. Autrement dit, le CNSA doit pouvoir compter sur une protection que seules les puissances neutres de l'époque – l'Espagne et les États-Unis (puis les Pays-Bas) – peuvent lui garantir<sup>17</sup>. Ainsi, les ambassadeurs respectifs de ces États, le marquis de Villalobar et Brand Whitlock, en acceptent le patronage. Dès le 15 octobre 1914, ils se mettent en rapport avec le gouverneur général qui leur donne l'assurance officielle que toutes les marchandises importées sous leur garantie seront exemptes de réquisitions de la part des autorités militaires et resteront à la disposition exclusive du Comité.

<sup>11</sup> Ernest Solvay (1838-1922) : industriel, sociologue, sénateur libéral de Bruxelles jusqu'en 1900, ministre d'État (1918) ; il patronne la création du CNSA qu'il a financé en partie.

<sup>12</sup> Émile Francqui (1863-1935) : officier, explorateur, diplomate et homme d'État. Après plusieurs expéditions en Afrique et des missions diplomatiques en Chine, il se convertit en homme d'affaires et devient le président du CNSA. Il devient ministre d'État en 1934.

<sup>13</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

<sup>14</sup> DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement humanitaire ? Les comités locaux de Secours et d'Alimentation pendant la Grande Guerre », in *op. cit.*, p. 2.

<sup>15</sup> *Idem*, p. 4.

<sup>16</sup> DUMOULIN Michel, *op. cit.*, p. 102 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

<sup>17</sup> *Ibidem* ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.



Le marquis de Villalobar



Brand Whitlock

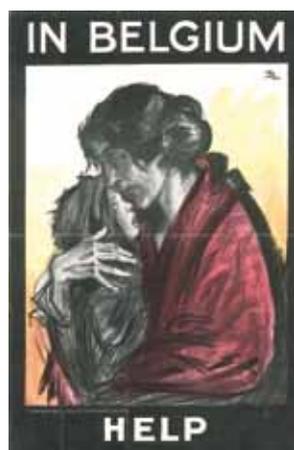


Lithographie rendant hommage à Brand Whitlock et Woodrow Wilson, Président des États-Unis, 1915

Installé en Belgique, le CNSA n'est pas en mesure de gérer les achats et d'acheminer ceux-ci depuis l'étranger. Dès lors, Émile Francqui contacte un ingénieur des mines américain, Herbert Hoover<sup>18</sup>, dans l'espoir de faciliter les achats et les transports de marchandises en faveur de la « Poor Little Belgium ». Le CNSA va dès lors jouir d'une mobilisation internationale et d'un soutien logistique grâce à la Commission for Relief in Belgium (CRB – Commission pour le secours en Belgique), créée en octobre 1914 et présidée par Herbert Hoover<sup>19</sup>.



Herbert Hoover



Affiche américaine « En Belgique. À l'aide »

Dès novembre 1914, les premières cargaisons de vivres arrivent en Belgique. Quelque 2 500 tonnes de sacs de nourriture (farine, conserves de légumes, riz...) et d'autres marchandises (laine, jouets, chaussures...) sont ainsi apportés par des navires<sup>21</sup>.

Grâce à ses quatre bureaux installés à New York, Londres, Rotterdam et Bruxelles, la CRB va assurer la récolte de fonds, l'achat de vivres et le ravitaillement, par bateau, de la Belgique et du nord de la France (également occupé). La CRB dispose d'un budget si important qu'il permet l'acheminement de l'aide alimentaire (riz, maïs, haricots, blé, viande...) et d'autres produits de première nécessité (vêtements, chaussures...) depuis les quatre coins du monde. Une fois réceptionnées par le CNSA, les denrées importées sont ensuite réparties entre les différentes provinces et distribuées aux magasins communaux de ravitaillement<sup>20</sup>.



Bateau transportant l'aide alimentaire du CRB



Sacs de farine dans un entrepôt



Bâtiment central de l'approvisionnement en vêtements à Bruxelles

<sup>18</sup> Herbert Hoover deviendra le 31<sup>e</sup> Président des États-Unis, de 1929 à 1933.

<sup>19</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 108.

<sup>20</sup> RENCY Georges (Albert Stassart), *op. cit.*, p. 164.

<sup>21</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 109-110 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

Au fur et à mesure de l'avancée du conflit, l'occupant allemand tente à plusieurs reprises de détourner l'aide. Cependant, cette entreprise a si bien fonctionné pendant les quatre années de guerre que le niveau de l'approvisionnement durant la première moitié du conflit est relativement convenable<sup>22</sup>.

Lorsque les États-Unis entrent en guerre en avril 1917, la CRB et le CNSA cèdent la place à un Comité Hispano-Hollandais. Brand Whitlock, ambassadeur des États-Unis en Belgique, est remplacé par le ministre hollandais van Vollenhoven aux côtés du marquis espagnol de Villalobar. Ces dirigeants témoignent énormément d'intérêt à ce comité et croient en son action. Ils bénéficient ainsi d'une aide relativement large, se voyant par exemple octroyer la gratuité de certains transports en Amérique et en Europe pour le ravitaillement.

Entre janvier 1915 et décembre 1918, la Commission for Relief in Belgium a fourni environ 3,2 millions de tonnes de vivres et de vêtements. Pour mener à bien ses actions, le CNSA a pu compter sur les services de 4 000 comités provinciaux et locaux et sur 125 000 collaborateurs. Le CNSA et la CRB constituent les premières formes d'aide humanitaire d'envergure internationale.



Fête de reconnaissance pour le ravitaillement américain, dans une classe d'école. Groupe des élèves entourant les délégués du ravitaillement, Liège

### La reconnaissance des Liégeois

Afin de remercier les Américains pour leur aide, les Liégeois exposent des sacs américains destinés à être renvoyés aux États-Unis. Ces sacs sont ornés de peintures, dessins ou broderies réalisés par des Liégeois. Le jour de la fête nationale américaine, de nombreuses cocardes aux couleurs américaines sont mises en vente dans la Cité ardente. Toutefois, les Allemands n'apprécient guère cette manifestation de reconnaissance en 1915, comme le rappelle Dieudonné Boverie.

« La vente des cocardes étoilées avait un double but : rendre hommage aux Américains et, grâce au produit de la vente, alimenter la caisse du Comité de secours aux indigents. Mais des patrouilles allemandes circulèrent en ville, conduites par des officiers, arrachèrent toutes les cocardes que portaient les passants. Ils allèrent jusqu'à faire retirer les drapeaux arborés au Consulat des États-Unis. Cependant, le lendemain, sur ordre venu sans doute de Berlin, il fut permis de porter la cocarde [...] »<sup>23</sup>



Affiche pour l'exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre du Secours Discret, Liège, 1915



Affiche pour l'exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre des prisonniers de guerre, Herstal, 1916

<sup>22</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 115 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

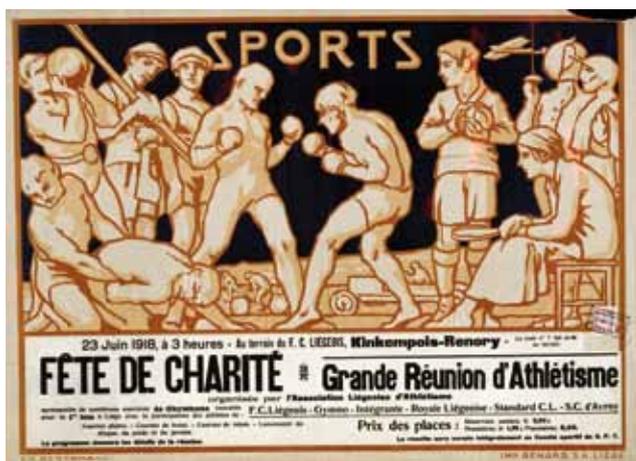
<sup>23</sup> BOVERIE Dieudonné, *Liège dans la Guerre et dans la paix. Autobiographie. Liège vivant, de 1905 à 1918*, Liège, Vaillant-Carmanne, 1978, p. 118.

Parallèlement à ces organisations, des initiatives locales et privées sont prises.

Un grand nombre d'administrations communales, soit seules, soit groupées avec d'autres, fondent des sociétés coopératives pour acheter directement aux producteurs et ainsi supprimer la spéculation des intermédiaires<sup>24</sup>. Elles répartissent les denrées recueillies aux œuvres d'alimentation.

Une série d'œuvres philanthropiques voient le jour pour venir en aide aux plus démunis, au niveau alimentaire, vestimentaire ou de la protection de l'enfance. Certaines entendent également venir en aide aux soldats et civils emprisonnés en Allemagne, aux familles des soldats belges présents sur l'Yser, aux orphelins, aux artistes... En Province de Liège, on retrouve une série d'associations d'entraide aux noms évocateurs : l'Aide et Protection aux familles d'officiers et de sous-officiers, le Comité provincial de secours aux prisonniers, Déjeuner aux enfants pauvres, Habillement des orphelins de soldats et enfants de mutilés, Petit Paradis de la chaussure, Prisonniers soldats d'Outre-Meuse...

Quelques-unes de ces associations mettent sur pied des manifestations culturelles, sportives... pour collecter des dons. À cette occasion, de nombreux artistes liégeois, tel Armand Rassenfosse, mettent leur talent à disposition de ces sociétés de bienfaisance en créant des affiches pour promouvoir leurs activités. Certaines associations refusent les secours qui proviennent de spectacles ou de fêtes, estimant que la situation ne s'y prête pas.



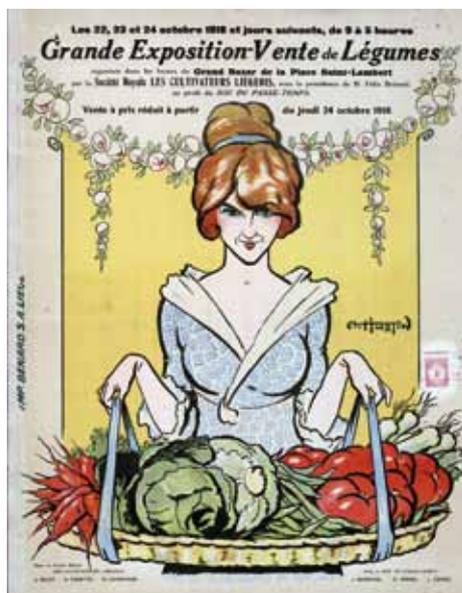
Affiche pour une réunion d'athlétisme au profit d'un comité sportif, Liège, 1918



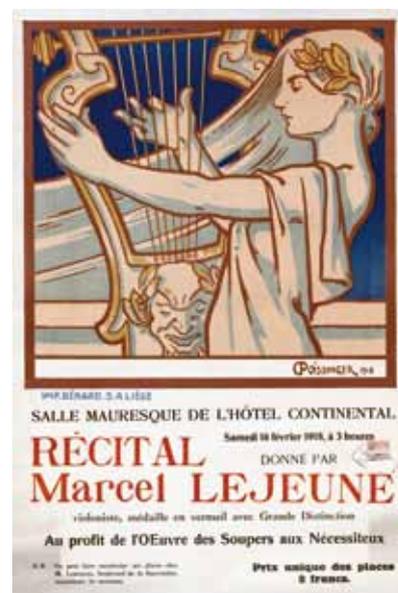
Affiche pour une exposition d'œuvres artistiques au profit du Secours Discret, Liège, 1915



Affiche d'Armand Rassenfosse pour une exposition horticole au profit de diverses œuvres caritatives, Liège, 1915



Affiche pour une exposition et vente de Légumes au profit du Sou du Passe-Temps, Liège, 1918



Affiche pour un récital au profit de l'œuvre des Soupers aux Nécessiteux, Liège, 1918

<sup>24</sup> HENRY Albert, *Le Ravitaillement de la Belgique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1924, p. 156 (Collection: Histoire économique et sociale de la guerre mondiale : série belge).

## Vivre au quotidien les pénuries et les réquisitions

### L'alimentation

Le problème du ravitaillement et de l'alimentation sera un souci constant et quotidien pendant quatre ans, malgré l'aide apportée par le CNSA et la CRB. En effet, d'après les recherches du professeur Peter Scholliers, le CNSA estime devoir apporter un ravitaillement quotidien de 1 220 kcal par personne et par jour, qu'elle espère distribuer comme « complément alimentaire »<sup>25</sup>. Or, l'approvisionnement ne permet d'atteindre que 64-65 % environ de ce chiffre en 1915 et 1918, 54 % en 1917.

Les conditions de vie se dégradent, en particulier pour les ouvriers, qui mangent aussi mal qu'un demi-siècle auparavant, surtout à partir de l'hiver 1916-1917<sup>26</sup>. La situation alimentaire est aggravée par les conditions économiques : bon nombre d'usines sont condamnées à fermer leurs portes, faute de matières premières ou par refus de collaborer avec les Allemands. Le chômage fragilise donc énormément la population, qui connaît *de facto* une baisse de son pouvoir d'achat, accentuée par une inflation galopante des prix, la réglementation des déplacements et du transport des aliments.

En effet, le commerce intérieur est paralysé en raison de l'interdiction de transporter des denrées alimentaires au-delà des frontières communales.

Un seul sujet hante les conversations, le ravitaillement ! Les enfants dépérissent par manque de nourriture, certaines personnes s'évanouissent en pleine rue et des personnes âgées devenues trop faibles succombent<sup>27</sup>. La faim tarabuste de nombreux esprits, comme s'en souvient Dieudonné Boverie, alors jeune garçon : « Je rêvais souvent de repas copieux. Je songeais à ces fricassées au lard et à la saucisse de Chèvremont et à la tarte de riz qui suivait. Je songeais aux « boulets » [...] que mon père et ma mère réussissaient si bien et que j'aimais beaucoup, accompagnés de frites de chez Fraipont... Je songeais à la crème glacée de chez Théo, à côté de chez Luscat, de cette crème onctueuse que ma mère nous envoyait chercher dans des verres ou que l'on mangeait dans d'épaisses galettes. »

### La hausse des prix entre juillet 1914 et janvier 1918<sup>28</sup>

Denrées (pour un 1 kg)	Juillet 1914	Décembre 1915	Décembre 1916	Juillet 1917	Janvier 1918
Bœuf	3 francs	5 francs	9 francs	14 francs	16 francs
Lard	2 francs	4,80 francs	16 francs	25 francs	30 francs
Pommes de terre	0,10 franc	0,30 franc	0,85 franc	2,25 francs	2,50 francs
Riz	1 franc	2 francs	4 francs	15 francs	16 francs
Café	2,40 francs	3,20 francs	16 francs	36 francs	40 francs
Chicorée	0,25 franc	0,60 franc	3 francs	10 francs	10 francs
Beurre	3 francs	5,50 francs	8,50 francs	18 francs	30 francs
Lait (litre)	0,20 franc	0,30 franc	0,40 franc	0,70 franc	1,5 franc
Laine	9 francs	21 francs	60 francs	90 francs	160 francs
Souliers (paire)	20 francs	30 francs	60 francs	100 francs	200 francs

<sup>25</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 216.

<sup>26</sup> SCHOLLIERS Peter, DAELEMANS Frank, « Standards of living and standards of health in wartime Belgium », in RICHARD wall, WINTER Jay (dir.), *The upheaval of war : family, work and welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 139-158.

<sup>27</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 218-219.

<sup>28</sup> PIROTTE Toussaint, *La Guerre 14-18 dans nos villages... et ailleurs*, Hermalle-sous-Argenteau, 1994, p. 77, cité par CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 211-212



Les réquisitions s'enchaînent et de plus en plus de personnes doivent avoir recours à la charité publique et privée. Elles sont issues de milieux divers et variés : ouvriers, chômeurs, malades, personnes âgées, bientôt rejointes par les travailleurs salariés et la petite bourgeoisie.

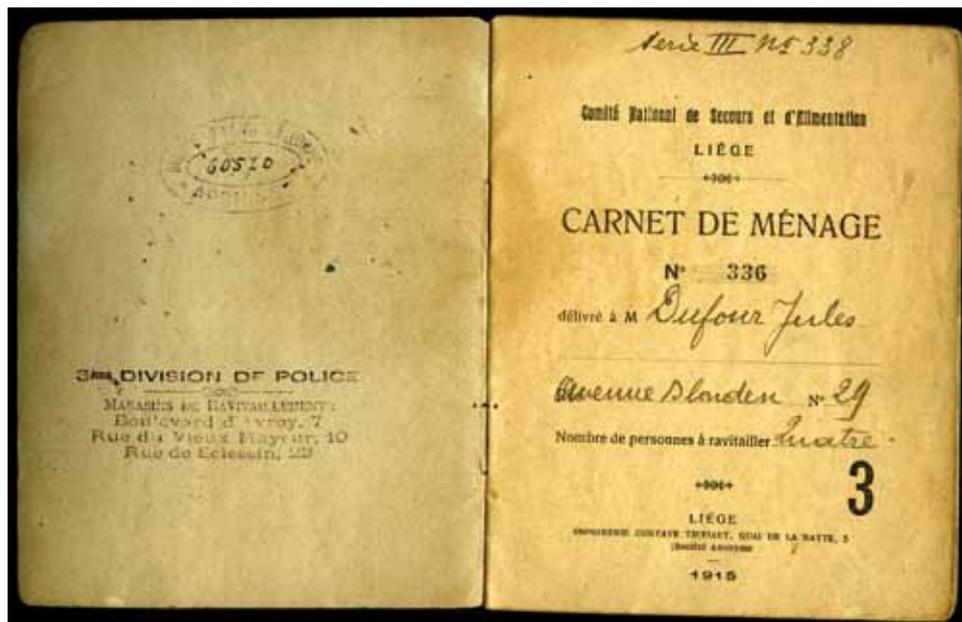
Dans les magasins du CNSA, appelés parfois « magasins américains », la population peut acheter diverses fournitures importées. Ces dons consistent en farines spéciales, conserves (de viandes, de poissons, de légumes), pâtes alimentaires, lait en poudre (exclusivement réservé aux œuvres de l'enfance)...

Certains produits sont des nouveautés « exotiques » : le riz, le *sugar corn* (sirop de maïs), le *pork and beans* (mélange en conserve de haricots et de porc salé ou de graisse de porc fondue), le *grits* (préparation culinaire d'origine amérindienne à base de maïs moulu)... La pénurie de vivres indigènes familiarise progressivement le consommateur belge aux vivres importés par la CRB.

Chaque ménage liégeois reçoit également une carte de ravitaillement créée dans le but de contrôler et de limiter la distribution des produits des magasins du CNSA.



Carte de fruits et de légumes, ravitaillement communal de la Ville de Liège



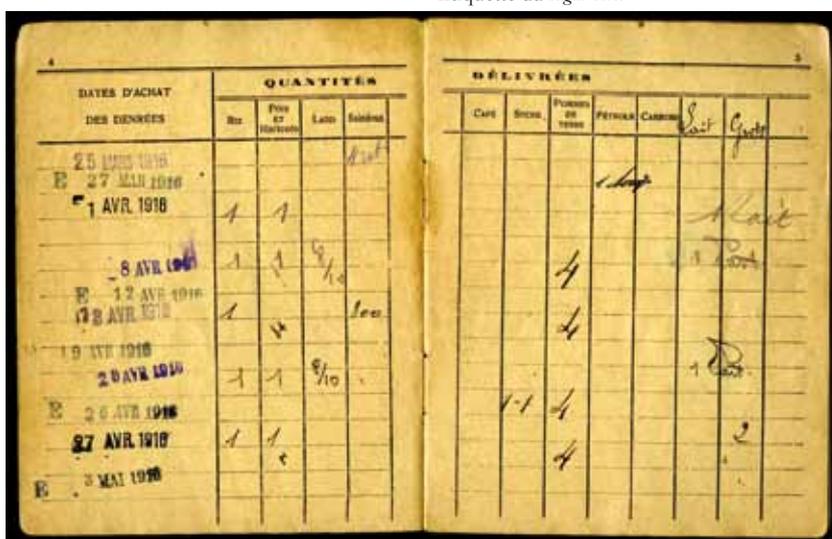
Carnet de ménage de Jules Dufour, Liège, 1915



Étiquette du *sugar corn*



Brochure, « Quelques modes de préparation du Sugar Corn ou Jets de Maïs »



Carnet de ménage de Jules Dufour, Liège, 1915

De plus, pour éviter un mauvais usage de l'aide, le CNSA privilégie la distribution de bons valables dans les magasins communaux (donnant droit à de la nourriture, mais aussi à des vêtements et à du charbon) ou valables à la soupe populaire<sup>29</sup>. Les quantités reçues sont toutefois insuffisantes pour être distribuées à toute la population.

Les plus démunis reçoivent des colis de vivres gratuitement grâce au département secours du CNSA.



Ville de Huy. Bon pour l'achat de vivres valables dans les magasins de ravitaillement de la ville

De nombreux Belges, issus de divers milieux, se rendent également à la soupe ou la cantine populaire, où l'on sert du pain et de la soupe au déjeuner (qui doit apporter une valeur nutritive de minimum 300 kilocalories par ration<sup>30</sup>), puis au souper de la viande et des légumes. Au cours du temps cependant, le niveau des importations de produits alimentaires est devenu insuffisant et seule la distribution de la soupe subsiste<sup>31</sup>. La participation aux soupes populaires est en général gratuite ou à bas prix. Plus de la moitié de la population de la Province de Liège bénéficiera de la soupe populaire durant la Grande Guerre<sup>32</sup>.

De telles distributions, au vu et au su de tous, sont souvent difficiles, voire même impensables pour les personnes issues de la petite bourgeoisie, qui les vivent comme une humiliation. En réponse à ces réactions, sont mises en place des actions de bienfaisance, telles l'*Assistance Discrète* ou l'*Œuvre du Secours Discret* à Liège. Des jeunes filles de bonne famille ont pour mission d'apporter des colis aux ménages dans le besoin. Grâce aux dons de certains nantis sont créés de véritables « cantines bourgeoises » et des restaurants économiques où, derrière des tentures élégantes, des repas à prix modestes sont quotidiennement servis.<sup>33</sup>



Distribution de la soupe aux familles nécessiteuses de la paroisse Saint-Pholien, Liège



Affiche pour une tombola de bienfaisance organisée au profit notamment du Sou Discret, Liège, 1915

Un régime spécial est établi au profit des enfants, particulièrement fragilisés par l'occupation. Le Comité National crée une série d'œuvres de protection matérielle de l'enfance, qui comprend des œuvres d'alimentation de la première enfance (consultations pour nourrissons, crèches...), les cantines maternelles (où les futures mères reçoivent un repas quotidien), les cantines d'enfants, les repas scolaires<sup>34</sup>... La mortalité infantile diminue. Ces œuvres déboucheront sur la création, en 1919, de l'Œuvre nationale de l'Enfance (ONE), devenue aujourd'hui l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

<sup>29</sup> DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement... », p. 4.

<sup>30</sup> HENRY Albert, *op. cit.*, p. 124.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> HENRY Albert, *op. cit.*, p. 124-125.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 115.

<sup>34</sup> *Idem*, p. 127.



Distribution des « miches » et de la soupe scolaire aux enfants de l'école de Fize-Fontaine. Photographie du groupe des écoliers avec les instituteurs et les préposées aux distributions, 1917

### Bekanntmachung

Auf Grund unserer Verordnung vom 4. Juli 1918 betreffend die Ersatz-Kommissionen wurde der Preis am 4. Juli 1918 festzusetzen... (text continues with details of food price regulations)

Für Weizen (Weizenmehl), ab Lager oder Mühle geliefert, . . . . .		francs 92.10
• Roggen (vollständig) . . . . .		52.00
• Weizenmehl, . . . . .		58.00
• Speltz (Langschältes), . . . . .		45.00
• Reis, . . . . .		21.00
• Weizenmehl, des Bäckers oder Verzehrerers geliefert, . . . . .		105.00
• Roggenmehl, . . . . .		52.50
• Weizenmehl, des Verzehrerers geliefert, in 100 Kilogramm, . . . . .		67.47
• Weizenmehl, des Verzehrerers geliefert, in 100 Kilogramm, . . . . .		50

Diese Höchstpreise treten am 1. Oktober d. J. in Kraft. Der Preis für die Ersatz-Kommissionen wird die Befugnis erteilt, für den Bereich einzelner Gemeinden auf Antrag oder nach Anhörung der Bürgermeister zu einem niedrigeren Höchstpreis für Mehl, in einem Zulieferungsbereich vorwärts zu verfahren.

Für die Verkäufe der Erzeuger von Brotgetreide an das Comité national de secours et d'alimentation belges de la zone d'occupation allemande ou der Vereinsten betreffend die Ersatz-Kommissionen vom 4. Juli 1918 festgesetzten Höchstpreise in Geltung.

Brüssel, den 14. September 1918.

Der Generalgouverneur in Belgien,  
von ZWHEEL,  
General der Industrie.

### Avis

Conformément à mes arrêtés du 4 juillet 1918, concernant les «Ersatz-Kommissionen» (Commissions de la récolte), et aux dispositions réglementaires du 4 juillet 1918, relatifs au régime de la production de la «Central-Ersatz-Kommission» (Commission centrale de la récolte) etc., j'ai fixé ci-dessous les prix maxima suivants, applicables aux ventes de ma farine, son, farines et pain :

Painnet (Painnet mélangé) pris au dépôt ou au moulin, Fr.		92.10
seigle (intégral)		52.00
seigle		58.00
épaveure non pekté		45.00
son		21.00
Farine de froment livrée aux boulangeries au maximum, . . . . .		105.00
seigle, . . . . .		52.50
farine de seigle		62.51
farine de seigle		67.47
pain de froment livré aux consommateurs, . . . . .		50

Ces prix maxima entrèrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1918. Les «Provisional-Ersatz-Kommissionen» (Commissions provinciales de la récolte) auront le droit, dans certaines communes, à la demande de la population ou après avoir entendu ce dernier, d'abaisser le prix maximum de pain consommé de la farine de seigle.

Pour le blé vendu par les producteurs au Comité national de secours et d'alimentation, les prix maxima déterminés dans les dispositions réglementaires de l'arrêté du 4 juillet 1918, concernant les «Ersatz-Kommissionen», restent en vigueur.

Brüssel, le 14 septembre 1918.

Der Generalgouverneur in Belgien,  
von ZWHEEL,  
General der Industrie.

Avis allemand fixant le prix de diverses denrées alimentaires, 14 septembre 1918

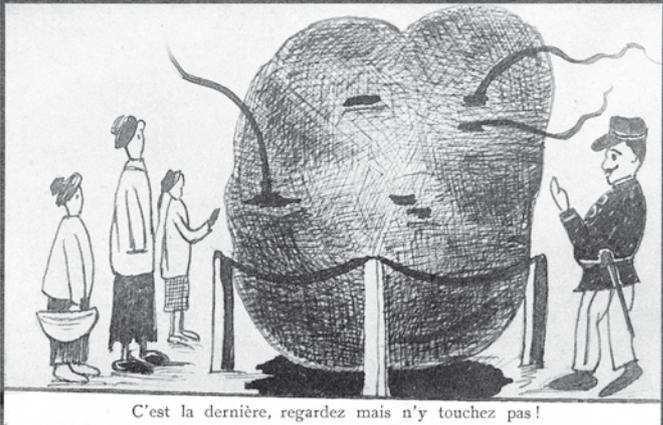
La qualité de la nourriture se détériore et les produits alimentaires de base font de plus en plus défaut.

Le blé se raréfie. Pour la fabrication du pain, on voit ainsi apparaître des mélanges parfois très particuliers : une partie de la farine est remplacée par de la farine de pomme de terre, d'épeautre voire même de la sciure ou du fourrage pour le bétail. Il n'est pas rare que le pain pourrisse, en raison de sa mauvaise qualité<sup>35</sup>, pouvant entraîner des problèmes de digestion.

La pomme de terre est de plus en plus usitée comme élément principal des repas, mais elle est soumise, à partir de 1916, à un rationnement de 300 g puis, en 1917, de 190 g par personne<sup>36</sup>.

Il n'est pas rare que le lait et le beurre soient dilués avec de l'eau.

La viande est insuffisante, maigre et souvent remplacée par du lard, réservé traditionnellement avant-guerre aux plus démunis. Entre 1913 et 1919, la consommation de viande diminue presque de moitié<sup>37</sup>, tandis que le prix au kilo du pain double entre 1915 et 1919<sup>38</sup>.



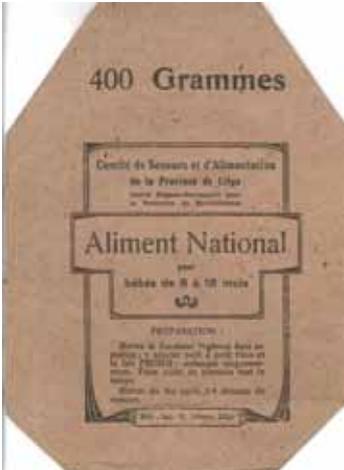
Carte postale provenant du Moustique illustré



Arrêté concernant la restriction de la viande et de la graisse, 1916

De nouvelles habitudes alimentaires voient le jour. Des aliments comme le rutabaga et le maïs<sup>39</sup>, habituellement réservés aux animaux, sont désormais utilisés dans l'alimentation humaine, parfois au grand dam des Liégeois : « On nous recommanda les rutabagas, sorte de choux-raves dont naguère les bestiaux se contentaient à peine et qui n'avaient aucune valeur nutritive. Néanmoins, on les vit apparaître sur bien des tables et les prix de ces mauvais navets haussèrent »<sup>40</sup>.

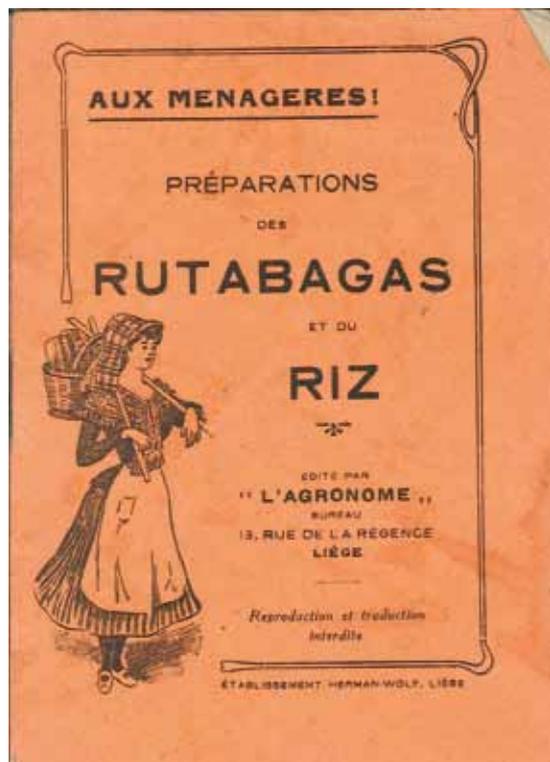
La débrouillardise est également de mise. Des succédanés (ou Ersatz en allemand) font leur apparition : pour remplacer le café, on torréfie des céréales<sup>41</sup> (graines de seigle ou de froment, avec éventuellement de la chicorée), créant un mélange appelé « torréaline », mais aussi du riz ou des betteraves. Le miel artificiel et la saccharine, édulcorant artificiel, se substituent progressivement au sucre<sup>42</sup>. Le beurre est parfois remplacé par de la margarine.



Sac de torréaline du Comité de Secours et d'Alimentation de la Province de Liège Sac de cacahout (mélange pour bouillie)

<sup>35</sup> SCHOLLIERS Peter, DAELEMANS Frank, « Standards of living... », p.1 49.  
<sup>36</sup> HENRY Albert, op. cit., p. 147.  
<sup>37</sup> SCHOLLIERS Peter, DAELEMANS Frank, « Standards of living... », p. 149.  
<sup>38</sup> HENRY Albert, op. cit., p. 80.  
<sup>39</sup> Idem, p. 105.  
<sup>40</sup> DE THIER Jules, GILBERT Albert, Liège pendant la Grande Guerre, tome III, Liège indomptée. L'occupation allemande. Septembre 1914 à novembre 1918, Liège, Imprimerie Bénéard, 1919, p. 203.  
<sup>41</sup> HENRY Albert, op. cit., p. 111.  
<sup>42</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, op. cit., p. 212.

De nombreuses initiatives sont prises pour vulgariser l'usage économique des aliments importés et la préparation des produits disponibles ou d'ersatz. De nombreux ouvrages de cuisine économique voient le jour : on y présente la confection des mets bon marché, le calcul de leur prix de revient ou encore leur valeur nutritionnelle.



Livre, *Aux ménagères ! Préparations des rutabagas et du riz*, Liège

### Les recettes de guerre

L'intitulé des recettes créées pendant l'occupation reflète bien la réalité quotidienne des Liégeois. On retrouve ainsi des recettes de gaufres, de pains d'épices et de gâteaux dits « de guerre », de fricadelles sans viande, de salade de rutabagas... En voici un exemple :

« Les gaufres de guerre : Faire des tartines de saindoux ; saupoudrer de sucre ou de cassonade et cannelle moulue. Fermer les tartines et les mettre dans le fer à gaufres en pressant fortement. Laisser rôtir des deux côtés. Inutile de graisser le fer<sup>43</sup> ».

Pour faire face aux demandes de plus en plus nombreuses, le Comité National, les organismes de bienfaisance et les coopératives communales s'efforcent également de produire eux-mêmes les vivres nécessaires. Ils se lancent dans la culture de pommes de terre et de légumes, ouvrent des laiteries, élèvent des porcs. Ainsi, à Liège, l'administration communale fait planter en 1916 des pommes de terre dans les parcs publics de Cointe et du quartier des Vennes<sup>44</sup>. Le CNSA encourage la production maraîchère chez les particuliers pour lutter contre la faim, mais aussi contre le vol.

Une économie parallèle se développe : celle du marché noir, où les produits sont vendus à des prix exorbitants. Les personnes qui profitent des malheurs



Chômeurs occupés, dans une cour d'école, à retirer des pommes de terre d'un silo, Liège, vers 1917

de la guerre, les « accapareurs », sont surnommés en Province de Liège les « Rutabagas » ou encore les « Graindor » ou « Grains d'or » (en raison du prix auxquels ils vendent le froment en fraude). Il n'était pas rare que les « Graindor » trompent les clients sur la marchandise, comme cette livre de beurre truquée au milieu de laquelle on trouve une betterave, ainsi que s'en rappelle Georges Remy<sup>45</sup>. Progressivement, un fossé se creuse aussi entre la campagne et la ville, les citadins estimant que les fermiers profitent de la situation pour s'enrichir.



Affichette intitulée « Il y a du beurre », Publicité pour la pièce « Les novès Ritches », représentation au Trocadero au profit d'artistes nécessiteux, Liège

Des transports clandestins de denrées alimentaires sont mis sur pied, provoquant parfois des situations cocasses : « La faim fait sortir le loup du bois et le citadin, de la ville. [...] Il allait droit à la porte des fermes ; par contre, les difficultés du retour étaient plus grandes, l'Allemand exerçant un contrôle d'autant plus sévère que les moyens de communication étaient moins nombreux qu'à présent et les autorisations de voyage, très limitées. [...] Mais la fraude est éternelle et sans cesse ingénieuse. [...] Tel le coup du corbillard suivi d'une foule de fraudeurs, accablés par un chagrin émouvant. C'est ainsi que des sacs de pommes de terre pénétraient dans la ville sous couvert de



Carte postale satirique provenant du *Moustique illustré*

funérailles »<sup>46</sup>. Certains Liégeois recourent à des systèmes ingénieux, comme des ceintures qui dissimulent des marchandises transportées<sup>47</sup>. Parfois, on assiste à des scènes rocambolesques, mais aussi navrantes : « On fraudait le beurre dans des poches spéciales où il fondait rapidement. On glissait du blé ou de la farine dans des doublures qui conféraient aux fraudeurs des aspects rembourrés. »<sup>48</sup>

<sup>43</sup> ABBÉ BERGER, *L'alimentation en temps de disette, en temps de guerre*, Enghien, Imp. E. Delwarde, 1915, p. 46.

<sup>44</sup> DE THIER Jules, GILBERT Albert, *op. cit.*, p. 168.

<sup>45</sup> REM Georges, *op. cit.*, p. 155.

<sup>46</sup> *Idem*, p. 156.

<sup>47</sup> BOVERIE Dieudonné, *op. cit.*, p. 129.

<sup>48</sup> REMY Georges, « Ici Wallonie. Juillet 1917 », in *La Wallonie*.

Poussés par la faim, certains citoyens de la Cité ardente s'en vont dans les campagnes ramasser les dernières pommes de terre qui n'avaient pas été emportées par les fermiers : « On vit de nombreux Liégeois, munis d'outils hétéroclites, s'en aller en tramways vicinaux vers le Limbourg pour aller "ramèh'ner" c'est-à-dire glaner, grappiller sur les champs de pommes de terre, après la récolte effectuée par les fermiers. »<sup>49</sup>

Certaines bandes commettent également des vols, comme s'en souvient le Liégeois Dieudonné Boverie : « Même les gosses se livrent à la rapine. Ils se glissent auprès des camions qui amènent les sacs de pommes de terre au dépôt de ravitaillement de la rue de la Liberté. Quand le camionneur est en train de porter un sac à l'intérieur du dépôt, d'un coup de canif ; ils éventrent l'un des sacs empilés sur le camion ; les pommes de terre s'en échappent ; ils les fourrent dans une taie et s'enfuient prestement. »<sup>50</sup>

La multiplication des saisies et des décrets allemands va entraîner la fermeture de nombreuses « fritures » liégeoises. En février 1916, un décret interdit aux restaurants de servir des pommes de terre pelées, ce qui a fait dire aux chroniqueurs de l'époque Jules de Thier et Olympe de Gilbert : « Les « frites » étaient condamnées ! »<sup>51</sup>.

Un sentiment de révolte éclate parfois au sein de la population, en raison de ces réquisitions et de la hausse des prix. La situation peut parfois prendre de l'ampleur lors d'émeutes au cours desquelles les protestataires exigent des commerçants un retour à des prix raisonnables. Ceux qui refusent s'exposent au saccage de leurs installations, comme au cours de l'été 1916 à Verviers, Herve, Dison ou encore sur le marché de la Batte à Liège : légumes, pains, œufs, poules... sont jetés dans la Meuse par des manifestants en colère<sup>52</sup>. En février 1917, ce sont les ouvriers de plusieurs charbonnages liégeois qui se mettent en grève en raison de la réduction de la ration de pain.

Ces nombreuses privations entraînent des épidémies de diphtérie et de tuberculose, en particulier à partir de 1916 avec l'accentuation du régime d'occupation.

Mais les pénuries et les réquisitions touchent d'autres domaines de la vie quotidienne.



Émeutes place Saint-Remacle à Verviers en 1916

<sup>49</sup> BOVERIE Dieudonné, *op. cit.*, p. 158.

<sup>50</sup> *Idem*, p. 145

<sup>51</sup> DE THIER Jules, GILBERT Albert, *op. cit.*, p. 161.

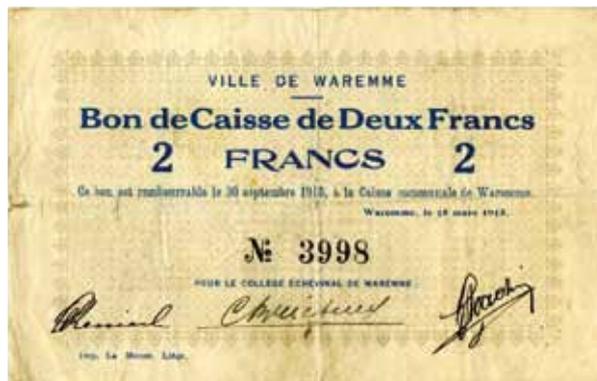
<sup>52</sup> DE THIER Jules, GILBERT Albert, *op. cit.*, p. 177-179.

## L'impact des réquisitions et les pénuries

Les confiscations s'enchaînent à un rythme effréné, faisant ainsi disparaître du paysage caoutchouc, cuir, étain, mais aussi casseroles, poignées de porte, chandeliers en cuivre, lustres, robinets... qui, après un rapide tri sur les places, sont envoyés dans les dépôts de l'armée allemande. Les biens publics, à l'instar des cuves des brasseries, des instruments de musique en cuivre et des cloches des églises, sont également saisis et fondus<sup>53</sup>. Pour y échapper, certains n'hésitent pas à cacher l'objet des convoitises : « La réquisition des objets en cuivre se poursuivait sans trêve. Mais les Liégeois enterraient ou muraient les bouilloires, chandeliers, crucifix, marmites pour ne pas les livrer »<sup>54</sup>.



Invitation à livrer les cuivres de ménage, Verviers, 23 août 1917



Bon de caisse. Ville de Waremme



Bon de caisse du Grand Bazar de la place Saint-Lambert

Certaines de ces réquisitions provoquent des situations cocasses. Ainsi, le caoutchouc des pneus de bicyclette est réquisitionné. Dans certains cas, ils sont remplacés par des cercles de fer plat s'appuyant sur une jante avec des ressorts et provoquant un bruit assourdissant, comme l'évoque Georges Remy : « La circulation à bicyclette avait cessé en 1916, l'occupant faisant la chasse aux pneumatiques, remplacés [...] par des cercles à ressorts. J'entends encore l'inferral potin de ces roues sur le pavé. »<sup>55</sup>

Les réquisitions de métaux non-ferreux provoquent une pénurie d'argent liquide. Progressivement, de la monnaie locale est créée : des communes, des entreprises et des comités de secours émettent des « monnaies de nécessité », sous la forme de billets le plus souvent, mais aussi de pièces en zinc ou en carton<sup>56</sup>. Par exemple, en Province de Liège, le Grand Bazar de la place Saint-Lambert et la Fabrique nationale d'armes à Herstal émettent des billets.



Monnaie de nécessité Conseil communal de Flémalle-Grande

Les matelas et les coussins contenant de la laine sont également emportés par l'occupant, contraignant les Liégeois à rembourrer leurs matelas de paille, de foin ou de vieux papiers.

Les problèmes d'approvisionnement en matières premières et les réquisitions, en particulier de cuir, de tissu et de laine, ont un impact sur la mode et le secteur de l'habillement. Suite aux nombreuses restrictions, plus personne ne porte de vêtements neufs. Des subterfuges sont trouvés pour se vêtir et se chausser à bon prix : on confectionne des pantoufles avec de vieux tapis, les nappes servent de drap et de langes... Les jupes se raccourcissent, les pardessus sont coupés dans les couvertures.

<sup>53</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 214-215 ; BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 99-100.

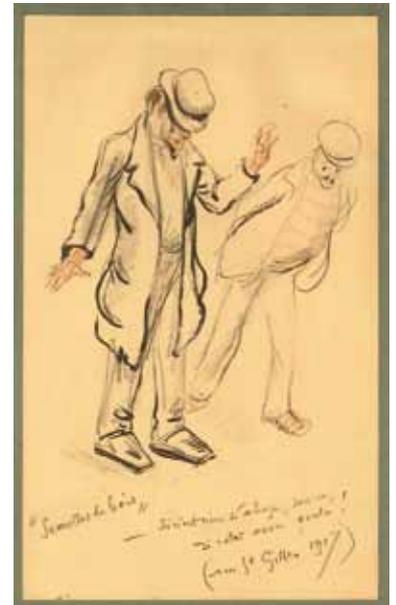
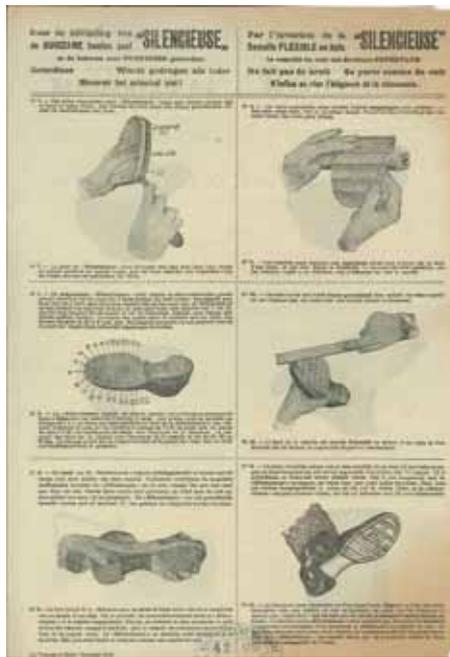
<sup>54</sup> REMY Georges, « Ici Wallonie, Juillet 1917 », MVW.

<sup>55</sup> REM Georges, *Le roman de ma maison*, p. 153.

<sup>56</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 216.



On retourne les manteaux élimés. Les habits sont parfois taillés dans les tentures<sup>57</sup>. Les chaussures à semelles de bois se multiplient. « Et qui ne se rappelle le claquement des semelles de bois de nos concitoyens et concitoyennes ? »<sup>58</sup>, se remémore ainsi le Liégeois Georges Remy.



Rappel concernant la déclaration des matelas et des coussins des habitants de Theux, Theux, 15 septembre 1917

Prospectus pour des semelles en bois pour chaussures

Caricature inspirée par l'usage des semelles en bois pendant la guerre, 1917

**COMITÉ NATIONAL DE SECOURS ET D'ALIMENTATION**  
Comité Hispano-Néerlandais pour la protection du ravitaillement  
**Comité local de Secours et d'Alimentation de**  
**Secours Alimentaire. - VÊTEMENTS**  
Nom et prénoms du chef de ménage: *Collignon Leon*  
rue: *Place du Congrès n° 1*  
N° du carnet d'identification: *5627* Nombre de personnes du ménage: *deux*  
**DEMANDE D'ACHAT DE VÊTEMENTS**  
Indication des vêtements | PRIX | A QUI ILS SONT DESTINÉS | DÉCISION DU COMITÉ LOCAL  
*1 paire Bas* | *6.00* | *pour Jean Collignon* | |  
*1 paire chaussures* | *3.50* | *pour Leon Collignon* | |  
*1 chapeau* | *10.00* | *à notre usage* | |  
Je désire - ~~payer au comptant~~ (1) obtenir un crédit de quatre quinzaines - pour les motifs suivants:  
(1) Biffer la mention inutile. T. S. V. P.

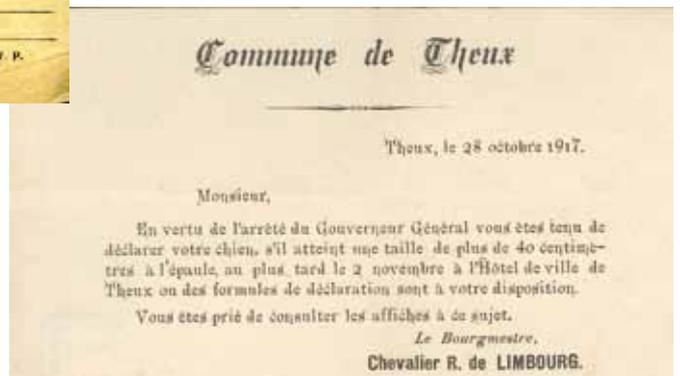
Les combustibles (gaz et charbon) viennent à manquer<sup>59</sup>, obligeant les Liégeois à ne chauffer qu'une seule pièce.

L'aspect des communes change radicalement en raison de l'abattage des arbres le long des avenues et dans les parcs communaux. Le bois est utilisé pour étayer les tranchées ou fabriquer des crosses de fusil. Les patrouilles allemandes obtiennent même l'autorisation d'ouvrir le feu si un civil vient à ramasser l'un ou l'autre fagot.

Certaines fournitures, peu ou pas importées, ont un impact sur la santé publique. C'est le cas du savon : les Alliés refusent jusqu'en 1918 son importation, estimant que sa fabrication n'est pas altérée par les conditions d'occupation, alors que son prix, comme celui de beaucoup de produits, connaît une inflation importante. Sa pénurie entraîne des épidémies de gale.

Carte de vêtements du Comité national de Secours et d'Alimentation

Même le meilleur ami de l'homme est victime de réquisitions : en 1917, tous les chiens ayant plus de 40 centimètres au garrot sont confisqués pour servir dans l'armée allemande<sup>60</sup>.



Commune de Theux. Demande de déclaration de chien, 28 octobre 1917

<sup>57</sup> REM Georges, *Le roman de ma maison*, p. 153.

<sup>58</sup> *Ibidem*.

<sup>59</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 213.

<sup>60</sup> MUSEE ROYAL DE L'ARMÉE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, *Chienne de guerre! Les animaux de la Grande Guerre 1914-1918, Dossier de l'exposition*, p. 23 (<http://www.klm-mra.be/cdgho/fr/pdf/dossierfr.pdf>) (page consultée le 25 février 2014).

Cette rapide pénurie de matériel et de matières premières a des effets désastreux sur l'économie belge. Le chômage s'accroît et, pour parer à l'inactivité des travailleurs, plusieurs communes organisent des cours du soir d'enseignement professionnel et leur procurent du travail, les occupant à des aménagements de voiries par exemple<sup>61</sup>.

### L'industrie sous l'occupation : les entreprises liégeoises face à l'occupant

Arnaud Péters

Après l'invasion d'août 1914, pendant qu'on se bat sur le front de l'Yser, les entreprises liégeoises, situées en « zone occupée », sont confrontées à un dilemme : faut-il maintenir l'activité, avec comme risque de le faire au profit de l'occupant ? Ou faut-il, au contraire, arrêter la production et perdre ainsi la maîtrise de l'outil, mais aussi condamner les travailleurs au chômage ?

Le directeur de la société Cockerill, Adolphe Greiner, privilégie cette seconde voie en refusant de travailler pour l'ennemi. Arrêté en compagnie de plusieurs ingénieurs, il meurt en détention en novembre 1915. À la Vieille-Montagne, on fait le choix de détruire à Valentin-Cocq (Grâce-Hollogne) les ateliers de fabrication du zinc extrapur, produit pouvant être employé pour la fabrication de têtes d'obus. Mais les stocks envoyés dans l'urgence en France sont interceptés par l'occupant. La section belge de la multinationale est rapidement flanquée d'un commissaire spécial allemand. D'autres entreprises choisissent de collaborer avec l'occupant, selon la « théorie du moindre mal » ou par adhésion pour l'Allemagne victorieuse. Environ 1 800 entreprises belges seront ainsi autorisées à fonctionner.



Les bureaux de la Vieille-Montagne, saccagés par les troupes allemandes en octobre 1914

Certaines entreprises n'ont pas l'opportunité de choisir et l'occupant en prend le contrôle intégral. En octobre 1914, le conseil d'administration de la Fabrique nationale d'armes de guerre, pourtant à majorité allemande, décide de fermer l'usine. Des réquisitions d'armes et de machines s'ensuivent. Pressé par l'autorité occupante de développer les fabrications militaires, le directeur André Andri s'y refuse et est déporté en Allemagne en mai 1915. Ayant perdu l'espoir d'une collaboration, l'occupant place, en 1917, la F.N. sous séquestre. Autrement dit, il en prend complètement le contrôle. Notons que la Société de Saint-Léonard ou les Ateliers de construction de la Meuse subissent le même sort en 1916. Plus de 200 entreprises belges seront concernées par cette mesure radicale.

La politique allemande d'occupation repose sur l'exploitation systématique des ressources du pays. Deux phases distinctes marquent ce processus. Durant une première période, jusqu'en 1916, l'occupant, tout en se livrant à de massives réquisitions, veille toutefois à maintenir une production industrielle destinée à lui bénéficier. Les premiers enlèvements de machines-outils et produits industriels finis ou semi-finis sont opérés dès l'automne 1914. Les matières premières, et en particulier les métaux non-ferreux — cuivre et nickel surtout — sont massivement acheminés vers l'Allemagne. Par exemple, en 1916, la Vieille-Montagne est contrainte d'abandonner l'ensemble de ses stocks (zinc, plomb, argent, acide sulfurique). Privée d'une bonne part de ses matières premières et devant faire face aux conséquences du blocus des pays alliés, l'industrie belge tourne au ralenti.

Considérablement ralentie, l'activité industrielle se poursuit à temps partiel. L'extraction houillère, bien que la plupart des charbonnages liégeois soient demeurés en fonctionnement, ne fournit que la moitié de la production attendue. Vers la fin de l'année 1915, de nombreuses entreprises métallurgiques ou chimiques cessent de produire, faute de matières premières à traiter.

Les conséquences économiques de ces arrêts sont lourdes. D'une part, les risques de réquisitions de l'outillage augmentent. En outre, ils génèrent un important chômage ouvrier qui fait planer la menace de déportations vers l'Allemagne. Ainsi, un plan datant d'octobre 1916 prévoit la déportation de 400 000 ouvriers. 120 000 seront officiellement déportés jusqu'en 1917.

Pour enrayer le ralentissement de l'activité économique, une Société coopérative d'approvisionnement industriel est mise en place tandis que la Société Générale, par l'intermédiaire de son gouverneur Jean Jadot, négocie auprès des belligérants l'autorisation pour la Belgique de réapprovisionner ses entreprises.

En ce qui concerne la politique d'occupation, une seconde phase, qui va provoquer la ruine des entreprises belges, s'ouvre au début de l'année 1917. La logique désormais privilégiée par l'occupant consiste à handicaper, au moment où l'issue de la guerre lui paraît douteuse, le concurrent industriel représenté par la Belgique. Les grands établissements sidérurgiques liégeois, dont

<sup>61</sup> DE THIER Jules, GILBART Albert, *op. cit.*, p. 120-121.

plusieurs usines seront démantelées, paient le plus lourd tribut. Symboles de la puissance industrielle du bassin liégeois, la plupart des hauts-fourneaux sont visés. À Ougrée, quatre d'entre eux – sur huit – sont complètement détruits. Chez Cockerill, sur les sept appareils, deux sont rasés et trois en grande partie démolis. Seul un des onze laminoirs reste fonctionnel.

Entre 1913 et 1918, la production totale des aciéries belges est passée de 1,4 million à 2 380 tonnes. Quant aux fonderies de zinc, elles sont, à l'exception de celle de Trooz, davantage épargnées. Le bilan économique de la guerre n'en est pas moins désastreux : la production est passée de près de 205 000 tonnes de zinc métallique avant la guerre à 9 245 à la fin de l'occupation. Avec la fin du conflit se dessinera un défi majeur : celui de la reconstruction de l'appareil industriel.



Ougrée-Marihaye. Arrière du laminoir après démontage

## Perte des libertés

Dès les premiers jours de l'occupation, les ordonnances allemandes pleuvent. L'historien Jacques Wynants en dénombre près de 846 rien que pour le village de Lambermont<sup>62</sup>. Les interdictions sont nombreuses et entravent la libre circulation des personnes.

### Les Liégeois à l'heure allemande...

Les ordonnances allemandes en viennent à régler l'organisation quotidienne des Liégeois. En novembre 1914, l'occupant impose l'heure allemande, en avance de 60 minutes sur celle de Greenwich, sur laquelle s'alignait alors la Belgique. Toutefois, beaucoup refusent obstinément que l'ennemi régent leur organisation quotidienne.

Puis, en 1916, les Allemands imposent l'heure d'été, afin d'économiser l'énergie, mesure qui sera adoptée également par les Alliés.

Très vite, la liberté de mouvement devient un privilège réservé à l'occupant. Celui-ci n'hésite d'ailleurs pas à démanteler le réseau des chemins de fer et à saisir les automobiles, les charrettes, les calèches, ainsi que les chevaux, les bœufs...<sup>63</sup> pour répondre à leur demande. De plus, le prix des transports en commun augmente de manière significative. Selon Sophie de Schaepdrijver, pour un billet aller et retour Bruxelles-Liège, qui coûtait sept francs avant la guerre, il faut déboursier près de vingt francs. Les wagons sont presque tous réservés par l'armée allemande<sup>64</sup>.

Voyager devient compliqué : des permis sont nécessaires pour circuler à vélo, à moto et en voiture. La détention de pigeons voyageurs est interdite pendant un temps, les Allemands craignant que ceux-ci soient utilisés pour l'espionnage. En novembre 1914, l'occupant impose la carte d'identité obligatoire avec photo et informations sur le porteur, pour toute personne de plus de 15 ans. Elle est nécessaire pour voyager en dehors de sa commune. Les contrôles s'accroissent et les libertés individuelles sont de plus en plus bridées...



Certificat d'identité de Donat Wagner, Liège 1915

<sup>62</sup> WYNANTS Jacques, *Un jour, un siècle. Deux occupations, deux libérations. La mémoire de Verviers au quotidien*, Verviers, 1994, cité par CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 117.

<sup>63</sup> DE SCHAEPDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 118.

<sup>64</sup> *Idem*, p. 116.

Bientôt, la vie des citoyens liégeois se limite aux frontières communales. Les communes deviennent d'ailleurs, selon les termes de Sophie de Schaepdrijver, les « défenseurs naturels » de leurs habitants contre les Allemands, contre qui elles se heurtent régulièrement<sup>65</sup>. Il faut dire qu'en plus d'occuper les chômeurs et d'émettre parfois leur propre monnaie, les communes versent des salaires, des allocations et des pensions aux plus démunis.

### Le Kaiser à Spa<sup>66</sup>

À partir de 1918, l'Empereur allemand Guillaume II réside à Spa, ville également occupée par le Grand Quartier-général impérial. D'importantes mesures de sécurité sont prises : une division administrative regroupant la cité thermale, Sart, La Reid et une partie de Theux est créée et coupée des localités avoisinantes. Les Spadois ne peuvent en sortir, les Verviétois ne peuvent y entrer. Spa devient, jusqu'en novembre 1918, le centre du pouvoir du IIe Reich.



QG de l'état-major allemand à Spa (à partir de 1918)

La police militaire est omniprésente. À la crainte des troupes à pied s'ajoute la peur des « bolides » allemands. Au sein des grandes villes, l'occupant emprunte les avenues à très vive allure, semant la peur, voire la mort. Il n'est pas rare d'observer des officiers lancer leur cheval au galop sur les trottoirs, obligeant les piétons à fuir au milieu du trafic. Par endroits, les civils sont même contraints de changer de trottoir à l'approche d'officiers et de les saluer, au risque d'être sévèrement violentés<sup>67</sup>.



Troupes d'occupation à Visé, 25 novembre 1914

La perturbation des services postaux porte également atteinte au moral des Belges. Dès les premières semaines de l'occupation, les lettres doivent impérativement être pourvues de timbres allemands et envoyées ouvertes pour être soumises à la censure. Ces contrôles ralentissent évidemment les correspondances des soldats avec leur famille. Ce n'est qu'après de longs mois d'attente et grâce au concours de la Croix-Rouge que certaines familles reçoivent enfin quelques nouvelles succinctes<sup>68</sup>.

À partir de 1915, une organisation clandestine, *Le Mot du Soldat*, transmet également des messages jusqu'au front de l'Yser.

Les lieux de divertissement sont contrôlés par l'occupant : les heures d'ouverture sont réglementées, ainsi que les programmations. Les Allemands réquisitionnent également une série de salles de spectacle pour y organiser des représentations à destination des troupes : le Théâtre royal de Liège, après avoir été mis dans un état pitoyable en raison de sa transformation en écuries, sert ainsi d'opéra aux troupes allemandes de passage<sup>69</sup>. À partir de 1916, les déportations d'ouvriers commencent.



Fête allemande dans la cour du palais des Princes-Évêques de Liège à l'occasion de l'inauguration du monument von Emmich, 1916-17

### Les déportés et exilés liégeois – Le symbole de l'Atlas V

De nombreux Belges supportent mal leurs conditions de vie et les conséquences de l'occupation allemande. Le travail manque : le chômage et la misère minent littéralement le moral de la population. Beaucoup de Belges, se sentant inutiles et ne voulant pas travailler en Allemagne dans les usines d'armement, entendent contribuer à la lutte contre l'ennemi, aux côtés des soldats belges de l'Yser. Ils tentent de rallier les Pays-Bas, restés neutres durant le conflit, afin de rejoindre ensuite le front.

Ces départs volontaires s'accroissent à partir de 1916 : l'Allemagne manque de plus en plus de main-d'œuvre. La politique de recrutement sur base volontaire, mise en place dans les grandes villes belges, ne suffit plus à combler ce manque. Dès lors, les autorités allemandes décident, en septembre 1916, de mettre en place le travail obligatoire et réquisitionnent les chômeurs. Ceux qui refusent sont arrêtés et emprisonnés. Des rafles sont organisées : les hommes sont chargés dans des trains et transportés de force en Allemagne, en France occupée ou au Luxembourg. Dans ces camps de travail, les conditions de vie sont très difficiles. 120 000 Belges sont déportés, dont plus de 2 600 meurent suite à cette politique de travail obligatoire<sup>70</sup>. Ces déportations suscitent de nombreuses protestations, tant au niveau national qu'international.

<sup>65</sup> DE SCHAEPDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 118.

<sup>66</sup> CONRAADS Daniel, RENETTE Erci, « Épisodes liégeois de la guerre 14-18 », in *Le Soir*, 5 août 2004, [en ligne], <http://archives.lesoir.be/histoire-episodes-liegeois-de-la-guerre-14-18-quand-spa-t-20040805-ZoPMDo.html> (Page consultée le 24 février 2014).

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 120 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 213 ; DE THIER Jules, GILBART Albert, *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>68</sup> DE SCHAEPDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 116, 121 ; BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 109-112.

<sup>69</sup> REM Georges, *op. cit.*, p. 152.

<sup>70</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 213.



Prisonniers civils de Visé en Allemagne, 1915

De nombreuses organisations de résistance font transiter des Liégeois vers les Pays-Bas et la ville frontalière de Maastricht. Une astuce qui fonctionne au début de la guerre : les hommes se cachent dans les cales ou les cargaisons des péniches naviguant sur la Meuse vers la Hollande. Ces expéditions ne sont guère aisées, car les Allemands, méfiants, surveillent les bateaux depuis les berges, et un système de défense et de surveillance y est installé. Peu réussissent à passer la frontière ; beaucoup sont repris et faits prisonniers. Au fil du temps et face aux échecs à répétition de ces expéditions, des hommes imaginent pouvoir forcer le passage des protections allemandes à l'aide de remorqueurs.

Deux expéditions héroïques marquent ainsi l'esprit des Liégeois. Celle de l'*Atlas V* en janvier 1917 est la plus connue. On connaît moins celle du remorqueur *Anna* en décembre 1916. Cette dernière,

couronnée de succès, encourage les résistants liégeois à poursuivre dans cette nouvelle stratégie. Quelques semaines plus tard, un second remorqueur du nom d'*Atlas V* entreprend la descente du fleuve en direction de la Hollande. Néanmoins, les Allemands ont, entre-temps, renforcé leur système de défense sur la Meuse en direction de Maastricht. L'expédition s'annonce bien plus périlleuse... Elle le sera. Dans la nuit du 3 au 4 janvier 1917, le capitaine Jules Hentjes embarque à bord du remorqueur *Atlas* avec une centaine d'hommes aux abords de Coronmeuse. Tel un bélier, le remorqueur a pour mission de briser le système défensif allemand placé au travers du fleuve. L'expédition réussit malgré le feu nourri des mitrailleuses placées le long du fleuve, après avoir défoncé le pont de chemin de fer de Visé.



L'*Atlas V*



Plaque commémorative sur le pont Atlas, Liège

La légende veut que les passagers du remorqueur aient arboré le drapeau belge et chanté la Brabançonne en franchissant la frontière belgo-hollandaise. Après son arrivée à Maastricht, la quasi-totalité de l'équipage rejoint le front pour combattre les Allemands aux côtés de l'armée belge.

Le pont Atlas à Liège rappelle ce haut fait héroïque de la Grande Guerre. Une plaque commémorative y est d'ailleurs placée. Quant à la cloche du remorqueur, elle est toujours conservée aujourd'hui dans le sanctuaire de Banneux.

## Engagements patriotiques

De tels changements dans le quotidien ont évidemment un impact important sur le moral de la population belge, d'autant que la censure allemande fait son œuvre : bon nombre de journaux, dont *La Meuse* à Liège, refusent de s'y soumettre. Des journalistes brisent leur plume et beaucoup de titres disparaissent. Seuls les journaux censurés sont autorisés et deviennent ainsi, avec les affiches allemandes, les principaux canaux d'information de la population. Leur contenu est toutefois filtré, les Allemands n'annonçant que leurs victoires. La liberté de la presse est ainsi bafouée et les Belges se trouvent isolés du reste du monde en raison du régime d'occupation. À Liège, un des plus célèbres journaux sous contrôle allemand est le *Télégraphe* : « Télégraphe, fais gaffe » était une expression récurrente chez les Liégeois<sup>71</sup>.

Avides d'informations fiables, les Liégeois n'hésitent pas à acheter à prix d'or, voire à louer, de vieux exemplaires de journaux des pays alliés circulant sous le manteau.

Ces journaux constituent également une source importante pour la presse clandestine belge, qui les reproduit ou recoupe ces informations avec celles recueillies sur le terrain par des réseaux de résistance. Ces feuilles prônent régulièrement le refus de l'autorité allemande au travers de textes satiriques et de caricatures antiallemandes, tentant d'orienter l'opinion des Liégeois occupés et démoralisés. C'est le cas de la très populaire *Libre Belgique*, fondée en 1915, qui n'hésite pas à indiquer comme adresse postale « Kommandantur-Bruxelles ». En Province de Liège, on peut citer *Le Belge* de Verviers qui n'édite qu'un seul numéro en octobre 1918. Cette presse joue un rôle important dans le soutien du moral des Liégeois, bien que de nombreux journaux connaissent une durée de vie limitée, ce qui ne sera pas le cas de *La Libre Belgique*, qui sera diffusée dans tout le pays et est encore éditée de nos jours.



Les principaux journaux clandestins

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'occupant se pose avec acuité dès le début de la guerre : faut-il adopter une attitude de « distance patriotique » ou tenter de trouver un *modus vivendi* acceptable ?

L'engagement patriotique individuel constitue aussi une composante de la résistance morale de la Première Guerre mondiale. Les pastorales du cardinal Mercier, en particulier *Patriotisme et Endurance* de Noël 1914, reflètent bien cet état d'esprit : « Ce pouvoir n'est pas une autorité légitime. Et, dès lors, dans l'intime de votre âme, vous ne lui devez ni estime, ni attachement, ni obéissance »<sup>72</sup>. Lue partout dans les églises (un des rares lieux non contrôlés par l'occupant<sup>73</sup>), relayée sous le manteau dans de nombreuses éditions clandestines, elle fait grande impression.

La résistance se manifeste aussi par des actes plus anodins, visant notamment à entretenir un certain culte patriotique : vente et diffusion d'objets à



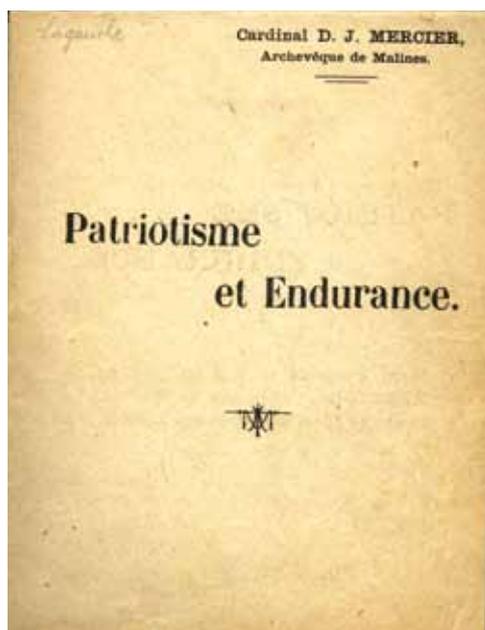
*La Libre Belgique*, novembre 1915

l'effigie de figures patriotiques (images des souverains, des Alliés, du général Leman...) comme des boutonniers ou des fanions tricolores, distribution sous le manteau de caricatures, de billets appelant à résister à l'occupant...

<sup>71</sup> BOVERIE Dieudonné, *op. cit.*, p. 122.

<sup>72</sup> Cardinal MERCIER, *Voix dans la Guerre*, Liège, 1937, p. 56.

<sup>73</sup> DE SCHAEPEDRIJVER Sophie, « Deux patries. La Belgique entre exaltation et rejet, 1914-1918 », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 7 (2000), p. 23.



Lettre Pastorale *Patriotisme et endurance*

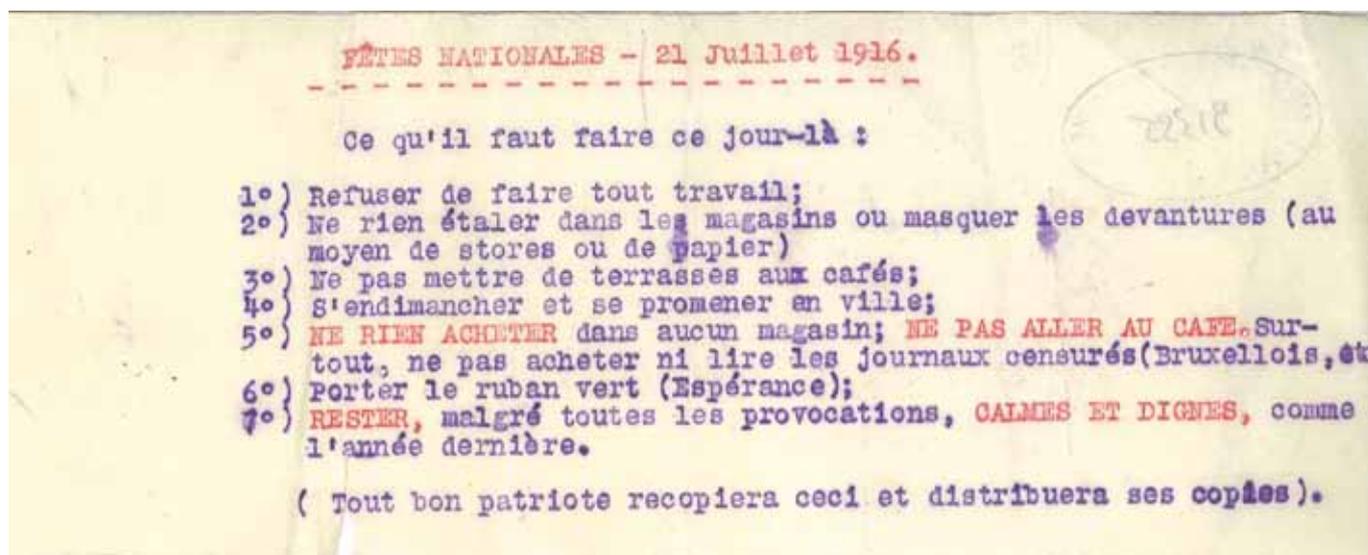


Boutonniers patriotiques



Calendrier clandestin pour l'année 1919

La fête nationale est, selon les termes de Sophie de Schaepprijver, « l'occasion de nier la légitimité de l'occupation et de manifester son adhésion à la cause nationale »<sup>74</sup>. Le 21 juillet 1915, bien que tout signe de démonstration soit interdit par l'occupant, la ville de Liège prend le deuil, les magasins ferment, les maisons baissent leurs volets. Le monument Rogier est couvert de fleurs et de bouquets<sup>75</sup>. Certaines boutiques garnissent leur devanture de crêpe noire ou des couleurs nationales.



Billet répandu clandestinement à Liège en juillet 1916

<sup>74</sup> Ibidem.

<sup>75</sup> DE THIER Jules, GILBART Albert, *op. cit.*, p. 125.



Photographie clandestine du monument Rogier, à Liège, le 21 juillet 1915. Orné de fleurs pendant la nuit précédente, le monument reste dans cet état durant toute la journée. Les Allemands enlèveront les fleurs la nuit suivante

Le jour anniversaire du Roi Albert, des commerçants de Liège exposent la photo du souverain entourée de rubans tricolores. Les répercussions ne se font pas attendre : ils doivent fermer pendant quinze jours sur ordre de l'autorité allemande<sup>76</sup>.

Indirectement, les multiples activités des œuvres charitables entretiennent aussi une certaine culture patriotique où les thèmes de l'encouragement, de l'entraide et de l'endurance sont bel et bien présents<sup>77</sup>.

Des citoyens, hommes et femmes, ne se résignent donc pas à l'occupation.

### De la militance sociale à l'action patriotique

Geneviève Xhayet

La guerre de 1914 met en veilleuse les revendications ouvrières. La ferveur militante se réoriente vers le patriotisme. Délaissant les idéaux pacifistes et internationalistes de la II<sup>e</sup> Internationale, en août 1914, le Parti Ouvrier Belge (P.O.B.) s'inscrit sans réserve dans la résistance à l'offensive allemande. Ses députés votent les crédits militaires et se rangent aux côtés du roi Albert I<sup>er</sup>, tel Émile Vandervelde, nommé Ministre d'État. Ils participent aussi à l'action du *Comité national de Secours et d'Alimentation*, auprès des industriels Ernest Solvay et Émile Francqui. À d'autres échelons du parti, l'attitude est la même. En témoignent les parcours des Liégeois Julien Lahaut (1884-1950) et Lucie Dejardin (1875-1945).

Fils d'un métallurgiste déjà engagé dans le combat social, Julien Lahaut travaille à Cockerill, ensuite au Val Saint-Lambert. Militant du P.O.B., il perd ces emplois lors de grèves. Il va même en prison. Quand la guerre éclate, il devient volontaire dans l'armée, versé dans le corps des autocanons mitrailleuses<sup>78</sup>. De 1915 à 1917, son bataillon est en Russie, à la rescousse des armées tsaristes. C'est sur place qu'il vit la Révolution d'Octobre. La paix de



Julien Lahaut en Russie

Brest-Litovsk (1918) ramène Lahaut au foyer : un périple rocambolesque, de Moscou à Paris, par Vladivostok, San Francisco, New York et l'Atlantique. Lahaut est décoré. Après la guerre, il reprend ses activités au syndicat comme au parti. Son éviction de ces instances pour radicalisme, conjuguée à son expérience russe, le conduisent vers le communisme.



Caricature de Lucie Dejardin dans sa prison

Fille de mineurs, employée comme *hiergeuse* dès l'enfance, Lucie Dejardin fonde en 1910 la première Ligue des femmes socialistes de Liège. En 1912, elle rejoint le P.O.B. La guerre et la proximité de la frontière hollandaise font d'elle un agent de renseignement. En juillet 1915, elle est arrêtée par les Allemands, incarcérée à Tongres, puis à Aix-la-Chapelle, enfin transférée dans un camp en Basse-Saxe. Libérée à la fin 1917, elle se rend en France, comme monitrice d'une colonie d'enfants belges réfugiés. Devenue après la guerre inspectrice du travail, elle reprend son action militante. Conseillère communale de Liège dès 1919, elle est en 1929 la première femme « député », élue directe au Parlement.

À côté de la presse clandestine et des engagements individuels, des réseaux de « résistance » voient le jour. Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de réseaux non armés : ce sont des réseaux illégaux de renseignements au service des Alliés, des unités de sabotage et des filières d'évasion, nécessitant une organisation précise, avec des cellules et des chaînes de commandement. D'une

<sup>76</sup> BOVERIE Dieudonné, *op. cit.*, p. 118.

<sup>77</sup> DE SCHAEPELDRIJVER Sophie, « Deux patries... », p. 27.

<sup>78</sup> Voir le chapitre « Les sportifs liégeois dans la guerre »

certaine manière, ils préfigurent la résistance du second conflit mondial : plusieurs résistants se réengageront d'ailleurs en 40-45, à l'instar de Walthère Dewé, réactivant son réseau *La Dame Blanche* en 1940.

### Walthère Dewé : un résistant liégeois à l'oppression allemande durant les deux guerres

Bénédicte Franck



Walthère Dewé

Walthère Dewé naît à Liège au lieu-dit « Les Tawes », le 16 juillet 1880. Fils unique de parents profondément chrétiens, il devient ingénieur civil des mines en 1904 puis ingénieur électricien en 1905. Il entre ensuite à la Régie des Téléphones et Télégraphes où il effectuera le reste de sa carrière professionnelle.

Dieudonné Lambrecht, le cousin de Walthère Dewé, renseigne les alliés dès décembre 1914. Il les informe notamment des déplacements en train des troupes allemandes à travers la Belgique. Lambrecht est trahi par l'un de ses passeurs de documents et est fusillé au fort de la Chartreuse en avril 1916. Ce qui semble être la fin de l'aventure n'est en fait que son commencement...

En effet, Walthère Dewé reprend l'activité de Lambrecht et, avec l'aide de son ami Herman Chauvin et de quelques patriotes, fonde le réseau de renseignement *La Dame Blanche* qui fonctionnera jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

Ce réseau est organisé selon un modèle militaire rigoureux et cloisonné : chacun de ses membres n'est en contact qu'avec le minimum indispensable de ses compagnons d'armes. De plus, les membres de *La Dame Blanche* doivent se limiter aux tâches à réaliser au sein de ce mouvement.

#### *La Dame Blanche*, spectre annonciateur de la mort imminente ou protectrice d'un peuple opprimé ?

Le nom donné au réseau créé par Dewé fait référence au mythe de la *Dame Blanche* et plus particulièrement à celui attaché à la famille des Hohenzollern : on raconte que lorsqu'un spectre à l'allure d'une femme, tout de blanc vêtue, erre mélancoliquement la nuit dans les couloirs du château de Postdam, quelque temps après, meurt un membre de la dynastie.

En Belgique occupée, cette *Dame Blanche* symbolise plutôt le réconfort vis-à-vis du peuple opprimé et la confiance en un avenir meilleur.

Nous pouvons d'ailleurs encore admirer, actuellement, la statue cette « femme » rassurante érigée rue Coupée, à Liège à côté du tombeau de Walthère Dewé.

#### L'organisation de *La Dame Blanche*

L'un des premiers soucis des membres de la *Dame Blanche* réside en l'instauration d'une liaison avec Londres. Ceci sera fait avec la section du *Secret Intelligence Service* (les services secrets britanniques) opérant aux Pays-Bas. L'organisation du réseau remarquablement hiérarchisé et structuré recouvre, petit à petit, tout le pays et compte 1 084 agents rigoureusement sélectionnés, dont 30 % de femmes.

En 1917, lorsque les chefs de *La Dame Blanche* établissent des postes d'observation près du front « Trèves-Charleville-Hirson-Valenciennes », 75 % des renseignements permettant aux Alliés d'établir l'ordre de bataille allemand proviennent de ce réseau. Régulièrement, les documents arrivent aux Pays-Bas, grâce à des courriers triés sur le volet et à sept passages établis en dépit de la triple haie métallique que les Allemands ont édifiée tout le long de la frontière néerlandaise.

À l'automne 1918, Dewé et Chauvin sont les premiers hommes à implanter un réseau complet de surveillance des voies ferrées en pays occupé par l'ennemi.

Le 31 mars 1919, en son quartier général d'Ham-sur-Heure, le Maréchal Douglas Haig demande à être présenté aux principaux chefs de *La Dame Blanche* Il déclare alors :

« J'avais tous les matins devant les yeux, le résumé des données d'observation du Corps.



Chapelle Mémorial Walthère Dewé au Thier-à-Liège



Avant même d’ouvrir mon courrier, je parcourais les 150 pages des trois rapports hebdomadaires de *La Dame Blanche* et je me servais constamment des renseignements qu’ils contenaient pour la conduite des opérations militaires. Nos soldats sont des héros, mais, parmi eux, vous occupez la première place, car vous vous êtes exposés volontairement au danger de mort, alors que vous auriez pu, comme tant d’autres, vivre en paix. À vous tous, honneur et merci. »

L’aventure continue...

Dès septembre 1939, Dewé reprend ses activités patriotiques et crée ensuite le réseau de renseignements « Clarence » qui perpétue l’œuvre de *La Dame Blanche*.

La fin d’un géant

Le 14 janvier 1944, alors qu’il se rend chez une de ses compagnes de lutte, la *Geheime Feldpolizei* surgit et l’arrête. Il parvient à s’échapper, mais est finalement abattu par un officier allemand.

La Résistance perd alors un de ses plus grands chefs.

À Ixelles, rue de la Brasserie n° 2, une plaque commémorative est apposée sur la façade de la maison au pied de laquelle Dewé fut abattu.

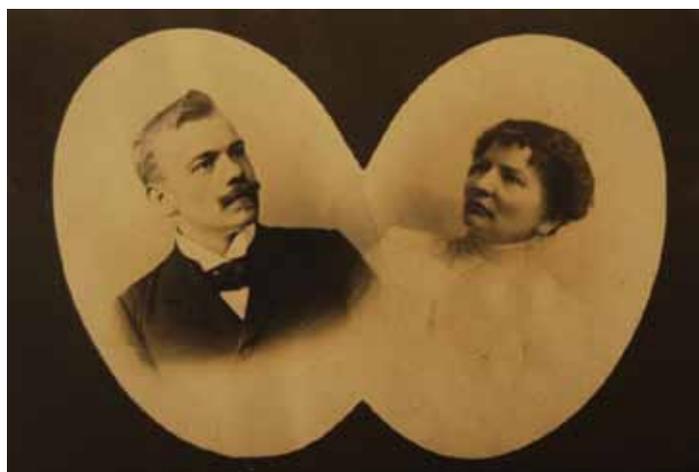
Les risques sont importants : s’ils sont pris, ces résistants s’exposent à des peines d’emprisonnement en Allemagne, voire à la mort. En Province de Liège, le site de l’ancien fort de la Chartreuse devient un lieu de mort : 48 personnes y seront fusillées.



Monument dédié aux fusillés de la Chartreuse

Plusieurs membres du réseau de *La Dame Blanche*, l’un des plus importants du pays, proviennent de la Province de Liège, tels les Grandprez, famille d’industriels de Stavelot, qui espionnent les mouvements des troupes allemandes vers Verdun et organisent des filières de passage et d’évasion aux Pays-Bas. Ils connaîtront un destin tragique puisque Lambrecht et deux membres de la famille Grandprez (Constant et Élise) seront arrêtés sur dénonciation d’un agent allemand infiltré dans leur organisation. François et Marie Grandprez seront quant à eux condamnés à quinze ans de travaux forcés.

Sur la place Saint-Barthelemy à Liège et sur le site du bastion de la Chartreuse, deux monuments rendent hommage aux Grandprez et à Dieudonné Lambrecht, ainsi qu’à plusieurs autres résistants de la Grande Guerre.



Constant et Élise Grandprez



Monument à Dieudonné Lambrecht et à 55 autres fusillés de 1914-1918, place Saint-Barthelemy à Liège

## Les adieux d'un condamné

Les historiens Emmanuel Debruyne et Laurence Van Ypersele se sont penchés sur les dernières lettres de citoyens belges et français fusillés par les Allemands au cours du premier conflit mondial.

Parmi ceux-ci, de nombreux écrits émouvants d'hommes et de femmes faisant leurs adieux et, notamment, ceux de Dieudonné Lambrecht dont nous vous livrons ici un extrait<sup>79</sup> :

Le 17 avril 1916 de la Citadelle de la Chartreuse.

Ma Jeanne Bien-Aimée,  
Je viens d'être transféré de St-Léonard, ici et comment je l'ai pressenti, c'est pour y apprendre la nouvelle fatale.

Il vient de m'être confirmé que le jugement [...] me condamnait à la peine de mort et que les recours en grâce ont été rejetés.

[...] Oh ! Ma bien-aimée, quelle douleur atroce pour vous qui espérez tant. Pauvre femme, pauvres parents ! Mon âme est remplie d'une tristesse immense en pensant à vous.

Celui qui disparaît est vite quitte de ses souffrances. [...] Mais vous autres, que de douleurs ! [...] Que Dieu vous donne à tous le courage qu'il n'a cessé de m'accorder et que vos peines vous soient moins cruelles.

[...] Demain 18 avril, je serai exécuté. Quelle coïncidence, ce sera justement le dernier jour de notre dixième année de mariage. Dix ans de bonheur passés près de toi !!

[...] Réfugie-toi dans la prière, oh ! Mon aimée et sois vaillante. Pense à notre fille, à qui tu te dois toute et qui sera ta consolation.

Console mes pauvres parents, pour lesquels ce coup va être terrible. Puise dans ton amour pour moi, les forces nécessaires pour leur donner l'exemple du courage.

[...] Je te laisserai la croix que tu m'avais fait parvenir, pour qu'elle te soit mon dernier souvenir. J'y déposerai mes derniers baisers pour toi, Riette et mes parents. J'y joindrai mon anneau.

[...] Jeanne, à Dieu, et reçois sur cette lettre pour notre fille chérie, pour mes parents et pour toi, les plus affectueux baisers de celui qui fut votre Donné



Dieudonné Lambrecht

Des étrangers s'engagent également au sein de la résistance, à l'instar d'Édith Cavell<sup>80</sup>.

On peut toutefois observer qu'à partir de 1916, le prolongement de la guerre affaiblit le patriotisme clandestin. Le besoin de se détendre et de s'évader de cette atmosphère lourde d'amertume et de désillusions se fait sentir et de nombreux théâtres et cafés font le plein de public, au grand dam des ultra-patriotes.

## Le sentiment d'un Liégeois en 1917<sup>81</sup>

« Quant à nous, je me demande si nous pensons encore... On a si souvent été ballottés de l'espoir au désespoir qu'on est comme insensibilisés, comme des ilotes qui marchent comme des automates, sont rappelés à la réalité par quelque fait brutal et puis se replongent dans le train-train. Peut-être ce tableau est-il quelque peu exagéré, mais comment expliquer que l'on puisse vivre quatre ans dans un monde de fou, sans devenir fou soi-même ? »

Certaines personnes choisissent néanmoins la voie de la collaboration.

## Flamentpolitik et division administrative

L'administration allemande comprend très vite qu'elle peut tirer profit des problèmes linguistiques existant déjà entre la partie flamande et la partie francophone de la population, certains Flamands supportant de moins en moins la « suprématie wallonne » dans la direction de l'État belge d'avant-guerre<sup>82</sup>.

Les Allemands ont comme but de démanteler la Belgique à la fin de la guerre afin d'incorporer plus facilement le territoire belge au Reich allemand. Ils imaginent qu'intégrer l'élément germanique flamand sera plus aisé que l'élément francophone wallon. Le pouvoir allemand tente, dans un premier temps, de mettre en place une politique proflamande et de séduire ainsi le nord du pays, afin de faire passer l'idée dans l'opinion flamande que l'Allemagne vient en aide à une Flandre opprimée depuis plusieurs décennies par la

<sup>79</sup> Lettre du 17 avril 1916. Dieudonné Lambrecht à sa femme. Archives générales du Royaume, Bruxelles, Archives des Services patriotiques, n° 248, cité par DEBRUYNE Emmanuel, VAN YPERSELE Laurence, *Je serai fusillé demain. Les dernières lettres des patriotes belges et français fusillés par l'Occupant. 1914-1918*, Bruxelles, Editions Racine, 2011, p. 195.

<sup>80</sup> Voir le chapitre « Édith Cavell et Gottfried Benn sous le regard de Pierre Mertens ».

<sup>81</sup> BOVERIE Dieudonné, *op. cit.*, p. 180.

<sup>82</sup> BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 101.



minorité francophone<sup>83</sup>. Un autre objectif est de décrédibiliser la politique extérieure belge et prouver la dangerosité de l'alliance historique avec la France depuis 1830<sup>84</sup>.

### Le frontisme dans l'armée belge

L'armée belge est, comme le souligne l'historien Michel Dumoulin, une armée de dialectes - flamands, mais aussi wallons - alors que la langue des officiers est le français, dont la connaissance est nécessaire pour bénéficier d'une promotion.

Or, les Flamands composent près de 65 % des effectifs de l'armée belge, la plupart versés dans l'infanterie, c'est-à-dire la composante la plus exposée au feu ennemi. De plus, le faible niveau de scolarisation de nombreux soldats du nord du pays les empêche d'envisager une quelconque promotion qui pourrait les éloigner des premières lignes.

Le nombre de morts est donc plus élevé chez les Flamands, d'autant qu'ils constituent alors 55 % de la population belge, ce qui explique leur proportion plus importante dans l'armée.

Dès 1916, certains Flamands remettent en cause l'unilinguisme dans l'armée. Vient rapidement s'y greffer le désir de reconnaissance de leur langue et de leur culture (avec la flamandisation de l'Université de Gand, par exemple), à laquelle aspirent des Flamands plus instruits (en particulier les intellectuels catholiques). Le mouvement frontiste, le *Frontbeweging*, est né.

Toutefois, il n'a pas le retentissement escompté (seuls 5 000 hommes en font partie). En effet, la lutte au quotidien pour la survie reste la priorité des soldats.

En 1917, le mouvement est interdit et doit opérer dans la clandestinité, entraînant sa radicalisation ainsi que la naissance, puis la persistance, de deux mythes : d'une part, celui du soldat flamand ne comprenant pas l'ordre qui lui est donné en français (alors qu'il n'existe pas de témoignages à ce propos) et, d'autre part, celui des 80 % de Flamands présents sur le front.

L'Allemagne entend donc mettre à mal l'unité belge en l'affaiblissant et en revêtant le costume de protectrice de la Flandre<sup>85</sup>. Elle peut compter sur l'aide, au nord du pays, de quelques activistes prêts à profiter de la guerre pour faire avancer les nombreuses et anciennes revendications du mouvement flamand. Cette collaboration engagée marque la naissance de l'activisme flamand.

Deux mesures symbolisent cette « Flamenpolitik » : la « flamandisation » de l'Université de Gand en 1916, vieille revendication du mouvement flamand. En effet, jusqu'alors, les cours y étaient exclusivement dispensés en français. Les autorités allemandes décident aussi la division administrative du pays en 1917 avec fixation d'une première frontière linguistique. On assiste même à la mise en place d'un Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen), qui milite pour une plus grande autonomie flamande. Bruxelles devient alors capitale de la Flandre et le français est interdit dans les actes officiels de la capitale<sup>86</sup>. Malgré tout, la « Flamenpolitik » est un échec pour l'Allemagne : peu de Flamands s'y rallient et une grande partie de l'opinion flamande n'entend pas collaborer. Au sein du mouvement flamand, la tendance majoritaire souhaite plus d'autonomie dans un cadre fédéral belge<sup>87</sup>. Malgré tout, cette politique laissera des traces après la Grande Guerre et l'image du Flamand collaborateur et germanophile perdurera et sera renforcée davantage encore après la Deuxième Guerre mondiale.

Plus récemment, des recherches historiques ont mis en évidence qu'une « Wallenpolitik » a aussi été développée par l'Allemagne à partir de 1917<sup>88</sup>. Les autorités allemandes, suite à la séparation administrative du pays et la division des ministères en deux ailes linguistiques, décident d'installer les ministères wallons à Namur. Ceux-ci n'ont jamais fonctionné, car les fonctionnaires wallons démissionnent en nombre pour s'y opposer. Les milieux liés au mouvement wallon refusent donc de collaborer à la politique de l'occupant. Au lendemain de la guerre, le leader du mouvement wallon, Jules Destrée, déclare même qu'il n'y a jamais eu d'activistes wallons. Malgré tout, le mouvement wallon ne délaisse pas son rêve d'un fédéralisme en Belgique, mais jamais aux dépens de la survie du pays. Le projet fédéraliste wallon continuera ensuite à mûrir durant l'entre-deux-guerres.

<sup>83</sup> DE SCHAEPRDIJVER Sophie, « Deux patries... », p. 35.

<sup>84</sup> BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 102.

<sup>85</sup> DELFORGE Paul, « La politique allemande à l'égard de la Belgique (1914-1918) », p. 7, in INSTITUT DESTREE, *Site de l'Institut Destrée*, [en ligne], [http://www.institut-destree.eu/Documents/Chantiers/JD-EP-2009/EP04\\_Paul-Delforge\\_La\\_Politique\\_allemande\\_a\\_l-egard\\_de\\_la\\_Belgique\\_2009-04-25.pdf](http://www.institut-destree.eu/Documents/Chantiers/JD-EP-2009/EP04_Paul-Delforge_La_Politique_allemande_a_l-egard_de_la_Belgique_2009-04-25.pdf) (Page consultée le 17/06/2014).

<sup>86</sup> CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 223.

<sup>87</sup> MABILLE Xavier, *Histoire politique de la Belgique – Facteurs et acteurs de changements*, Bruxelles, Éditions du CRISP, 1997, p. 217.

<sup>88</sup> DELFORGE Paul, *La Wallonie et la Première Guerre mondiale*, Namur, Éditions de l'Institut Destrée, 2009.

## La vie quotidienne à Liège pendant la Première Guerre mondiale

### Bibliographie

- AMARA MICHAËL, ROLAND HUBERT (eds), *Gouverner en Belgique occupée : Oscar von der Lancken-Wakenitz : rapports d'activité 1915-1918*, Bruxelles, Peter Lang, 2004.
- BARTIER JOHN, BAUDHUIN FERNAND, HAAG HENRI (et al.), *Histoire de la Belgique contemporaine : 1914-1970*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1975.
- BECKER ANNETTE, *Les cicatrices rouges 14-18. France et Belgique occupées*, Paris, Fayard, 2010.
- BERNARD Henri, *Walthère Dewé, un géant de la résistance*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1971
- BOURLET Michaël, *La Belgique et la Grande Guerre*, Paris, Éditions Soteca, 2012.
- BOVERIE Dieudonné, *Liège dans la Guerre et dans la paix. Autobiographie. Liège vivant, de 1905 à 1918*, Liège, Vaillant-Carmanne, 1978.
- Cardinal MERCIER, *Voix dans la Guerre*, Liège, Thone, 1937.
- CHALMERS Esther B., *Lucie Dejardin, hiercheuse et député socialiste*, Huy, Imprimerie coopérative, 1952.
- DE KERCHOVE DE DENTERGHEM Charles, *L'industrie belge pendant l'occupation allemande : 1914-1918*, Paris, Presses universitaires de France ; New Haven, Yale University Press, 1927.
- DE VOS Luc, KEYMEULEN Hans, « Een definitieve afrekening met de 80%-mythe ? Het Belgisch leger (1914-1918) en de sociale en numerieke taalverhoudingen onder de gesneuvelden van lagere rang », in *Revue Belge d'Histoire Militaire*, t. XXVII, n° 8 (1987-1988), p. 589-612 et t. XXVIII, n° 5 (1989-1990), p.1-38, p. 81-104.
- DEVRIESE, Didier, DUVIVIER, Aline, HANOTTE, Michel, BETTENS, Ludo (et al.), *Rouge Métal : 100 ans d'histoire des métallos liégeois de la FGTB*, Seraing, IHOES, 2006.
- LIEBMAN Marcel, *Les socialistes belges 1914-1918. Le P.O.B. face à la guerre*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1986.
- MUSÉE ROYAL DE L'ARMÉE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, *Dossier pédagogique. Chienne de guerre ! Les animaux dans la Grande Guerre 1914-1918*, [en ligne], <http://www.klm-mra.be/cdgho/fr/pdf/dossierfr.pdf> (Page consultée le 05/06/2014).
- CONRAADS Daniel, RENETTE Éric, « Épisodes liégeois de la guerre 14-18 », in *Le Soir*, 5 août 2004, [http://archives.lesoir.be/histoire-episodes-liegeois-de-la-guerre-14-18-quand-spa\\_t-20040805-ZoPMDo.html](http://archives.lesoir.be/histoire-episodes-liegeois-de-la-guerre-14-18-quand-spa_t-20040805-ZoPMDo.html) (Page consultée le 24/02/2014).
- CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *Sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du Patrimoine*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2013.
- DEBRUYNE Emmanuel, VAN YPERSELE Laurence, *Je serai fusillé demain. Les dernières lettres des patriotes belges et français fusillés par l'Occupant. 1914-1918*, Bruxelles, Editions Racine, 2011.
- DELFORGE PAUL, « La politique allemande à l'égard de la Belgique (1914-1918) », mis en ligne le 25 avril 2009, p. 7, in *Site de l'Institut Destrée*, [en ligne], [http://www.institut-destree.eu/Documents/Chantiers/ID-EP-2009/EP04\\_Paul-Delforge\\_La\\_Politique\\_allemande\\_a\\_l-egard\\_de\\_la\\_Belgique\\_2009-04-25.pdf](http://www.institut-destree.eu/Documents/Chantiers/ID-EP-2009/EP04_Paul-Delforge_La_Politique_allemande_a_l-egard_de_la_Belgique_2009-04-25.pdf) (Page consultée le 17/06/2014).
- DELFORGE Paul, *La Wallonie et la Première Guerre mondiale : pour une histoire de la séparation administrative*, Namur, Éditions de l'Institut Destrée, 2009.
- DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement humanitaire ? Les comités locaux de Secours et d'Alimentation pendant la Grande Guerre », in *Institut d'Histoire Ouvrière, Economique et Sociale*, n° 107 (26 décembre 2012) ([http://www.ihoes.be/PDF/Analyse\\_107\\_CNSA.pdf](http://www.ihoes.be/PDF/Analyse_107_CNSA.pdf)).
- DE SCHAEPDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, 2004.
- DE SCHAEPDRIJVER Sophie, « Deux patries. La Belgique entre exaltation et rejet, 1914-1918 », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 7 (2000), p. 17-49 ([http://www.cegesoma.be/docs/media/chtp\\_beg/chtp\\_07/chtp7\\_01\\_DeSchaep.pdf](http://www.cegesoma.be/docs/media/chtp_beg/chtp_07/chtp7_01_DeSchaep.pdf)).
- DE THIER Jules, GILBERT Albert, *Liège pendant la Grande Guerre*, t. III, *Liège indomptée. L'occupation allemande. Septembre 1914 à novembre 1918*, Liège, Imprimerie Bénard, 1919.
- DUMOULIN Michel, *Nouvelle Histoire de Belgique 1905-1918. L'Entrée dans le XX<sup>e</sup> Siècle*, nouvelle édition revue et augmentée, Bruxelles, Éditions Le Cri, 2010 (Collection Nouvelle Histoire de Belgique).
- HENRY Albert, *Le Ravitaillement de la Belgique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1924 (Collection Histoire économique et sociale de la guerre mondiale : série belge).
- JAUMAIN SERGE, AMARA MICHAËL, MAJERUS Benoît, Vrints ANTOON (dir.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale : nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2005.
- MABILLE Xavier, *Histoire politique de la Belgique : Facteurs et acteurs de changements*, Bruxelles, Éditions du CRISP, 1997.
- PIRENNE Henri, *La Belgique et la guerre mondiale*, Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, 1928.
- PIRLOT Jules, *Julien Lahaut vivant*, Bruxelles, CARCoB, 2010.
- REM Georges, *Le roman de ma maison*, Ans, Editions Printex, 1975.
- RENCY Georges, *La Belgique et la Guerre*, t.1, *La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre mondiale*, Bruxelles, Henri Bertels, 1920.
- SCHOLLIERS Peter, DAELEMANS Frank, « Standards of living and standards of health in wartime Belgium », in RICHARD Wall, WINTER Jay (dir.), *The Upheaval of War : Family, Work and Welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 139-158.

### Iconographie

« Les Allemands place Saint-Lambert à Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, 7/8/1915 / « Les gouverneurs généraux allemands en Belgique », photographie, s.d. (LYR René (dir.), *Nos héros morts pour la Patrie. L'épopée belge de 1914 à 1918*, Bruxelles, E. Van der Elst-Établissements L. Collignon, 1920, p. 131) / « Le Comité de Secours de la Ville de Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Ernest Solvay », photographie, Dictionnaires et Encyclopédies sur « Academic », s.d. (<http://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/591646>) / « Émile Francqui », photographie, Library of Congress, s.d. (<http://www.loc.gov/pictures/item/ggb2006013877/>) / « Le comité de ravitaillement de la Province de Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Ougrée. Bureau de bienfaisance, 1914-1915 », carte-vue, Musée de la Vie wallonne, 1914-15 / « File devant un magasin de

ravitaillement, rue de la Station à Verviers », photographie, s.d. (BEDEUR Michel, *Verviers 1914-1918. Des hommes, des soldats, des blessés et des morts*, Andrimont, Éditions Vieux Temps, 2013, p. 68) / « Le marquis de Villalobar », photographie, Gallica, 1900 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btvb84333415/f30.item>) / « Brand Whitlock », photographie, *The Independent*, 02/11/1914 (<http://archive.org/stream/independen79v8onewy#page/150/mode/2up>) / « Hommage à nos frères des États-Unis d'Amérique. La Belgique reconnaissante », lithographie, Musée de la Vie Wallonne, 1915 / « Herbert Hoover », photographie, Library of Congress, 1910-1920 (<http://www.loc.gov/pictures/item/npc2008011203/>) / RAEMAËKERS Louis, « In Belgium. Help », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Bateau transportant l'aide alimentaire du CRB », photographie, The Herbet Hoover Presidential Library and Museum, s.d. (<http://www.hoover.archives.gov/exhibits/collections/flour%20sacks/index.html>) / « Sacs de farine dans un entrepôt », photographie, The Herbet Hoover Presidential Library and Museum, s.d. (<http://www.hoover.archives.gov/exhibits/collections/flour%20sacks/index.html>) / « Bâtiment central de l'approvisionnement en vêtements à Bruxelles », photographie, Herbet Hoover and the Commission for Relief in Belgium, s.d. ([http://www.hooverlegacy.be/Belgian\\_Relief.htm](http://www.hooverlegacy.be/Belgian_Relief.htm)) / « Fête de reconnaissance pour le ravitaillement américain, dans une classe d'école froëbel à Liège. Groupe des élèves entourant les délégués du ravitaillement », photographie, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre du Secours Discret, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre des prisonniers de guerre, Herstal », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1916 / RASSENFOSSE Armand, « Exposition horticole au profit de diverses œuvres caritatives, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Réunion d'athlétisme au profit d'un comité sportif, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1918 / « Récital au profit de l'œuvre des Soupers aux Nécessiteux, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1918 / « Exposition et vente de légumes au profit du Sou du Passe-Temps, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1918 / « Exposition d'œuvres artistiques au profit du Secours Discret, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Sugar corn », étiquette, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Quelques modes de Préparation du Sugar Corn ou Jets de Maïs », brochure, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Carte de fruits et de légumes de la ville de Liège », carte de ravitaillement Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Carnet de ménage de Jules Dufour », carnet, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Ville de Huy. Bon pour l'achat de vivres valables dans les magasins de ravitaillement de la ville », bon, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Distribution de la soupe aux familles nécessiteuses de la paroisse Saint-Pholien, Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Tombola de bienfaisance organisée au profit notamment du Sou Discret, Liège », affiche, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « Distribution des "miches" et de la soupe scolaire aux enfants de l'école de Fize-Fontaine. Photographie du groupe des écoliers avec les institutrices et les préposées aux distributions », photographie, Musée de la Vie wallonne, 1917 / « Avis. Fixation du prix des céréales, Bruxelles », affiche, Musée de la Vie wallonne, 14/09/1918 / « C'est la dernière, regardez mais n'y touchez pas ! », carte postale, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Arrêté concernant la restriction de la consommation de la viande et de la graisse », Musée de la Vie wallonne, 14/10/1916 / « Sac de torréaline du Comité de Secours et d'Alimentation de la Province de Liège », sac, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Sac de racahout (mélange pour bouillie) », Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Aux ménagères ! Préparations des rutabagas et du riz », édité par l'Agronome, Liège, s.d., Musée de la Vie wallonne / « Chômeurs occupés, dans une cour d'école, à retirer des pommes de terre d'un silo, Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, vers 1917 / « "Il y a du beurre". Publicité pour la pièce "Les novès Ritches", représentation au Trocadéro au profit d'artistes nécessiteux, Liège », affichette, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Avant ? Pendant ? Après ! », carte postale, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Émeutes place Saint-Remacle à Verviers en 1916 », photographie, 1916 (BEDEUR Michel, *Verviers 1914-1918. Des hommes, des soldats, des blessés et des morts*, Andrimont, Éditions Vieux Temps, 2013, p. 77) / « Invitation à livrer les cuivres de ménage », lettre, Musée de la Vie wallonne, 1917 / « Monnaie de nécessité en fer. Conseil communal de Flémalle-Grande », monnaie, Musée de la Banque nationale de Belgique, 1915 ([http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond\\_fr.htm?id=N08706&c=Fl%C3%A9malle&fn=flemalle&e=Fl%C3%A9malle-Grande](http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond_fr.htm?id=N08706&c=Fl%C3%A9malle&fn=flemalle&e=Fl%C3%A9malle-Grande)) / « Bon de caisse. Ville de Waremme », monnaie papier, Musée de la Banque nationale de Belgique, 1915 ([http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond\\_fr.htm?id=B08887&c=Waremme&fn=waremme&e=Waremme](http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond_fr.htm?id=B08887&c=Waremme&fn=waremme&e=Waremme)) / « Bon de caisse. Grand Bazar de la Place Saint-Lambert », monnaie papier, Musée de la Banque nationale de Belgique, 1915 ([http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond\\_fr.htm?id=B01221&c=Li%C3%A8ge&fn=liege&e=Li%C3%A8ge](http://www.nbbmuseum.be/catalogs/necessity/bond_fr.htm?id=B01221&c=Li%C3%A8ge&fn=liege&e=Li%C3%A8ge)) / « Rappel concernant la déclaration des matelas et des coussins des habitants de Theux », affichette, Musée de la Vie wallonne, 15/09/1917 / « Prospectus pour des semelles en bois pour chaussures », affichette, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Caricature inspirée par l'usage des semelles en bois pour chaussures pendant la guerre », carte, Musée de la Vie wallonne, 1917 / « Carte de vêtements du Comité national de Secours et d'Alimentation », Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Commune de Theux. Demande de déclaration de chien », lettre, Musée de la Vie wallonne, 28/10/1917 / « Les bureaux de la Vieille-Montagne, saccagés par les troupes allemandes en octobre 1914, Angleur », photographie, Centre d'histoire des sciences et des techniques, 1914 / « Ougrée-Marihaye. Arrière du laminoir après démontage », photographie, Centre d'histoire des sciences et techniques, s.d. / « Certificat d'identité de Donat Wagner, Liège », carte d'identité, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « QG de l'état-major allemand à Spa (à partir de 1918) », photographie, Musée de la Vie wallonne, 1918 / « Troupes d'occupation à Visé », photographie, Musée de la Vie wallonne, 25/11/1914 / « Fête allemande dans la cour du palais des princes-évêques de Liège à l'occasion de l'inauguration du monument von Emmich, Liège », photographie, Musée de la Vie wallonne, 1916-17 / « Prisonniers civils de Visé en Allemagne », photographie, Musée de la Vie wallonne, 1915 / « L'Atlas V », photographie, Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Plaque commémorative sur le pont Atlas, Liège », Wikimedia Commons, 26/01/1918 (CATTELAÏN Christophe <http://commons.wikimedia.org/wiki/File:MemorialPontAtlasV.jpg>) / « Les principaux journaux clandestins », photomontage, s.d. / Une de *La Libre Belgique*, Musée de la Vie wallonne, 11/1915 / Page de garde de la *Pastorale* « Patriotisme et endurance », Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Calendrier clandestin pour l'année 1919 », Musée de la Vie wallonne, 1918 / « Boutonniers patriotiques », Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Billet répandu clandestinement à Liège en juillet 1916 », Musée de la Vie wallonne, s.d. / « Monument Rogier, à Liège, le 21 juillet 1915 », photographie, Musée de la Vie wallonne, 21/07/1915 / « Caricature de Lucie Dejardin dans sa prison », dessin, s.d. (CHALMERS Esther B., *Lucie Dejardin, hiercheuse et député socialiste*, Huy, imprimerie coopérative, 1952) / « Julien Lahaut en Russie », photographie, s.d. (PIRLOT Jules, GOTOVITCH José, *Julien Lahaut vivant...*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, p. 32) / « Walthère Dewé », photographie, Bel-Memorial, s.d. ([http://www.bel-memorial.org/photos/DEWE\\_Walthere\\_26342.htm](http://www.bel-memorial.org/photos/DEWE_Walthere_26342.htm)) / « Chapelle Mémorial Walthère Dewé au Thier-à-Liège », photographie, Bel-Memorial, 1952 (HAMOIR Philippe [http://www.bel-memorial.org/cities/liege\\_2/liege/liege\\_thier\\_a\\_liege\\_chapelle\\_walthere\\_dewe.htm](http://www.bel-memorial.org/cities/liege_2/liege/liege_thier_a_liege_chapelle_walthere_dewe.htm)) / « Monument dédié aux fusillés de la Chartreuse », photographie, Bel-Memorial, 1926 (HAMOIR Philippe [http://www.bel-memorial.org/cities/liege/liege/liege\\_chartreuse\\_mon\\_commemoratifs.htm](http://www.bel-memorial.org/cities/liege/liege/liege_chartreuse_mon_commemoratifs.htm)) / « Constant et Élise Grandprez », photographie, Bel-Memorial, s.d. ([http://www.bel-memorial.org/cities/liege/stavelot/stavelot GRANDPREZ\\_Elise\\_22981\\_et\\_Constant\\_22980\\_01.jpg](http://www.bel-memorial.org/cities/liege/stavelot/stavelot GRANDPREZ_Elise_22981_et_Constant_22980_01.jpg)) / « Monument à Dieudonné Lambrecht et à 55 autres fusillés de 1914-1918 », photographie, *Bel-Memorial*, 1930 (HAMOIR Philippe [http://www.bel-memorial.org/cities/liege/liege/liege\\_mon\\_dieudonne\\_lambrecht.htm](http://www.bel-memorial.org/cities/liege/liege/liege_mon_dieudonne_lambrecht.htm)) / « Dieudonné Lambrecht », photographie, Bel-Memorial, s.d. ([http://www.bel-memorial.org/photos/LAMBRECHT\\_Dieudonne\\_22944.htm](http://www.bel-memorial.org/photos/LAMBRECHT_Dieudonne_22944.htm))